

# L'ADMINISTRATION AFDL/RCD AU KIVU (NOVEMBRE 1996-MARS 2003). STRATEGIE ET BILAN

*par Bucyalimwe Mararo Stanislas*

## **Abstract**

For almost seven years (November 1996-March 2003), the situation on the ground in Kivu (East of the DRC) remained opaque. There is one reason for this: the imposition, by the occupying foreign countries (Rwanda and Uganda), of a rule that left no room for free debate and set a variety of barriers to external monitoring. This article looks into the burden of such a rule by comparing a two-stage development, what we called elsewhere the ADFLC (Alliance of Democratic Forces for the Liberation of Congo/Zaire) card and the CRD (Congolesse Rally for Democracy) card.

We show, beyond the common characteristics of the Rwandan and Ugandan presence (« *the terror of arbitrariness* », large-scale human rights violations, plundering of the local resources, use of local leaders in such political and economic crimes), key particularities both in the two stages and in the two provinces of Southern Kivu and Northern Kivu. On the one hand, the first stage (September 1996-August 1998) was dominated by the leading role of Rwanda (Uganda confining its actions to its shadow) and a relative cohesion within the ADFL's coalition as long as the Hutu refugees and Mobutu were the targets of all the partners. This cohesion ended as soon as the two objectives were achieved and when it became clear that the deep motives behind Rwanda and Uganda's war in Congo were territorial occupation and economic plundering. These dimensions became evident in the CRD stage (August 1998 to the present) in which the pursuit of conflicting interests set Rwanda against Uganda and, of course, the two invading countries against a good number of their Congolese allies. On the other hand, Rwanda imposed a military and repressive rule on the two provinces of Northern Kivu and Southern Kivu beginning November 1996. It was only in the CRD stage that the two provinces were divided into two foreign sovereignties: Uganda in the far North (Lubero and Beni territories) and Rwanda in the remaining territories. In this struggle for hegemony and counter-hegemony, the sovereignty of the Congolese state and the territorial integrity are at stake. In short, the central government in Kinshasa came strongly weakened out of the 1996 and 1998 war, in contrast with Rwanda and Uganda's strengthening hold on the East of Congo.

Despite the signature of accords in Lusaka (July 1999), Pretoria (July 2002) and Luanda (August 2002), the prospects of peace are slim for three main reasons: Rwanda and Uganda's unwillingness to give up their ambitions for hegemony in Congo (their involvement in the resumption of war after October 2002 in the occupied territories of Eastern Congo is a good illustration), the failure of the international community to force them to do so and the ambiguities of the outside sponsored peace process itself. The adoption of the scheme of 1+4 under the provisions of the global and inclusive agreement (Pretoria, December 17, 2002) is not the best solution either as it bears new ingredients for conflict given the different interests behind the five new heads of the state, a President with four Vice-Presidents.



## 1. INTRODUCTION

« *Local government plays a major role in facilitating and promoting three important values which nurture democracies: liberty, participation and efficiency. Furthermore, in order to function effectively, local government must be seen to be legitimate by being politically acceptable to the society it serves* »<sup>1</sup>. « 17 octobre 2002: depuis deux semaines, nous n'arrivons pas à bien comprendre les enjeux actuels au Kivu suite au développement récent »<sup>2</sup>. Au cours des sept dernières années (de la fin de l'année 1996 à nos jours), le gouvernement central de Kinshasa a perdu tout contrôle sur une partie de son territoire, à savoir le Kivu, au profit du Rwanda et de l'Ouganda. Ces deux pays y ont donc imposé leur ordre à la frustration de beaucoup de Congolais, voire de certains observateurs extérieurs qui fustigent le principe de deux poids deux mesures (« *double standard* ») que la communauté internationale applique à la gestion des crises nationales dans la région des grands lacs d'Afrique. Jusqu'ici, l'empreinte rwandaise et ougandaise n'a été présentée que sous un double prisme: militaire et économique. D'une part, l'analyse s'est limitée à la présence des militaires rwandais et ougandais au Kivu, en particulier le nombre des effectifs que les deux pays y alignaient, l'ampleur de leur occupation territoriale et leurs comportements dans les territoires occupés<sup>3</sup>. D'autre part, elle a porté sur l'identification des acteurs impliqués, à des degrés divers, dans la guerre et le rôle qu'ils exercent dans le pillage des ressources économiques ainsi que les différentes formes de dividendes qu'ils en retirent<sup>4</sup>.

Dans les deux cas, il y a un aspect important qui, s'il n'est pas éludé, est omis dans les réflexions intellectuelles et spéculations politiques: la forte implication des acteurs extérieurs et leurs relais nationaux dans les sociétés et économies locales. Cette implication se traduit par la mise en place d'une

---

<sup>1</sup> MAHARAJ B., "The politics of local government restructuring and apartheid transformation in South-Africa: The case of Durban", *Journal of Contemporary African Studies*, vol.15, 2 (1997), p.261.

<sup>2</sup> Ces propos sont de Baudouin Hamuli Kabarhuza, originaire de Bukavu (Kivu) résident à Kinshasa et directeur de Centre national d'Appui au Développement et à la Participation populaire (CENADEP), <http://fr.f202.mail.yahoo.com/ym>. Il parlait, disait-il, au nom d'un groupe de travail pour la promotion de l'intégrité territoriale et la paix dans le pays.

<sup>3</sup> Voir à ce sujet "Rwanda: Des rebelles tutsi contre Kabila" et "Ouganda: Des ambitions de Museveni", *The New York Times*, traduit de l'anglais par Sylvette Gleize, *Le Monde* du jeudi 6 avril 2000 ; AMNESTY INTERNATIONAL, *DRC-Rwandese control-led east: a devastating human toll*, June 19, 2001; *OBSAC*, vol. 6, n°10 du 3 au 9 mars 2003.

<sup>4</sup> NATIONS UNIES, Rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo. New York, 12 avril 2002; Rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes des richesses de la République démocratique du Congo. New York, 16 octobre 2002, 38 pages.

administration tribulaire et le développement d'une économie d'extraction et de rapine que l'on qualifierait de cueillette. Pour appuyer cette assertion, nous allons examiner tour à tour les modifications introduites dans l'architecture politico-administrative, l'exercice du pouvoir coutumier, et la satellisation économique du Kivu au profit de Kigali et Kampala. Dans le domaine politico-administratif, l'objectif poursuivi était de s'assurer une soumission totale des populations locales par l'intermédiaire des autorités imposées et la manipulation des clivages préexistants (politiques, ethniques, religieux, et régionaux) ou l'application du principe habituel de diviser pour régner; dans le domaine économique, il était question de piller les territoires occupés et n'encourager aucun secteur d'investissement au profit de populations locales.

En novembre 1996, ce sont les deux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu qui étaient les premières à passer sous l'administration de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaïre) et à être régentées officiellement à partir de Goma (chef-lieu de la province du Nord-Kivu), mais en réalité à partir de Kigali et/ou Kampala. La période qui va de l'installation de l'administration AFDL dans les deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu (novembre 1996) à la chute du régime Mobutu (mai 1997) et celle de son exercice du pouvoir à Kinshasa (mai 1997-août 1998) marquent les débuts d'un nouvel ordre politique et économique. Elles diffèrent en bien des points d'avec la phase RCD ou Rassemblement Congolais pour la Démocratie (du mois d'août 1998 à nos jours). Ce sont ces deux grands moments de l'ordre post-Mobutu (phase AFDL et phase RCD) au Kivu qui vont faire l'objet de la discussion ci-après.

## 2. L'ADMINISTRATION EN SITUATION D'HEGEMONIE

L'administration est avant tout une science. Mais, par référence au pouvoir et à son exercice, elle relève de l'exécutif et implique deux actions intimement liées: organiser ou gérer et contrôler. C'est par ce double mécanisme d'organisation ou de gestion et de contrôle que les dirigeants imposent leur autorité aux dirigés et réglementent les relations de subordination, c'est-à-dire celles qui impliquent l'idée de la hiérarchie et le pouvoir de nommer et de sanctionner les animateurs de l'administration, de leur donner les ordres et de s'assurer leur obéissance.

Comme Lewis A. Coser l'indique, ceci est vrai à tous les niveaux de la société: « *macro, micro, intermediate levels* »<sup>5</sup>. Au macro-niveau, c'est-à-dire celui de l'organisation (de gestion) et de contrôle des institutions publiques (politiques, administratives, économiques, sociales et culturelles)

<sup>5</sup> COSER L.A., "The notion of control in sociological theory", *Social control. Views from social sciences* (edited by Jack P. Gibbs). London and New Delhi: SAGE Publications, 1982, p.9.

qui nous concerne le plus ici, nous partons d'une double réalité que le même auteur demande de prendre en compte dans l'analyse du contrôle social, « *l'existence du conflit (au sein de toute société) et la manipulation consciente et délibérée du comportement humain* »<sup>6</sup>, pour examiner les mécanismes de contrôle des populations mis en place par l'AFDL et le RCD (lois, mesures administratives...) et la manière dont ils ont été opérationnels dans le contexte conflictuel du Kivu. Le choix et l'imposition de ces mécanismes dépendaient du système politique qui était en train d'être mis en place dans les territoires qualifiés de « *conquis* » d'abord, de « *libérés* » ensuite et d'« *occupés* » enfin. Celui-ci a fini par devenir trop autoritaire et, à l'extrême, totalitaire. Ainsi, on y retrouvait toutes les caractéristiques d'un système politique totalitaire décrites par John Turner et Claudia Liebeskind à propos du Cuba communiste: « *One party has the monopoly on political activity. The ideology does not admit competing interpretations; it represents the absolute official truth of the state which gives the government total authority. The state has a monopoly on the means of coercion and mass persuasion, including formal education. The economy is subservient to the state, so that most of economic activities and institutions become part of the state and are thus influenced by its reigning ideology. Social life tends to be politicized, so that all social behavior becomes subject to political interpretation and state regulation* »<sup>7</sup>. Le seul parti officiellement accepté était l'AFDL<sup>8</sup>. Officiel car le vrai acteur au Congo à cette période était le FPR avec ses deux branches politique (le gouvernement de Kigali) et militaire (l'APR). L'idéologie hégémonique<sup>9</sup> ou dominante était contenue dans le concept de « *libération* ». James C. Scott qui interprète la relation de l'idéologie avec le pouvoir en donne les précisions ci-après: « *while the dominant ideology does not entirely exclude the interests of the subordinate groups, it operates to conceal or misrepresent aspects of social relations that,*

---

<sup>6</sup> COSER L.A., *op. cit.*, p.10.

<sup>7</sup> Cité par Benigno E. Aguirre in "Social control in Cuba", *Latin American Politics and Society*, vol. 44, n°2 (Summer 2002), p.67.

<sup>8</sup> Pour plus de détails, lire *Le Décret-loi n°003 du 17 mai 1997* relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en RDC (15 courts articles), révisé par le décret-loi n°074 du 25 mai 1998; MUTUZA K., *L'AFDL*, janvier 1998 et WAMBA DIA WAMBA E., *Le mobutisme sans Mobutu: Reflections on the current situation in former Zaïre*. Paper presented at the Conference on Peace and Human Rights in the Great Lakes Region of Africa: Prospects for the New Millenium. Kampala/Uganda, 11-12 December 1997, 20 pages.

<sup>9</sup> Nous utilisons le concept d'hégémonie tel qu'il est décrit par Antonio Gramsci lorsqu'il soutient que: « a political dominant class maintains its position not simply by force, or the threat of force, but also by consent. It is achieved by making compromises with various other social and political forces welded together and consent to a certain social order under the intellectual and moral leadership of the dominant class. This hegemony is produced and reproduced through a network of institutions, social relations, and ideas which are outside the directly political sphere », <http://www.xrefer.com/entry/552283>.

*if apprehended directly, would be damaging to the interests of dominant elites* »<sup>10</sup>. Il ajoute par ailleurs que l'exercice de la coercition, l'intimidation, le contrôle de l'agenda politique et l'anticipation des réactions des groupes subordonnés sont aussi d'autres traits de l'idéologie dominante. Toutefois, le contenu de cette idéologie de libération n'a jamais été défini. Même les membres de la coalition ADFL (groupe dit de Lemera) en avaient une perception différente. Son programme, diffusé à partir de Goma (le 4 janvier 1997) et qualifié de minimum, ne contenait que quelques grands principes et axes d'action<sup>11</sup>. C'est pourquoi, la société civile du Kivu concluait, après six mois d'administration, que « *la dégradation progressive de la situation (d'insécurité généralisée allant jusqu'à la mise en cause du droit à la vie et à la propriété) pourrait être la conséquence d'une absence d'un programme politique et économique et consensuel entre les différents acteurs de l'Alliance et sa faible diffusion... Au stade actuel, les dirigeants de l'AFDL devraient rapidement se concerter et se mettre d'accord sur un programme politique précis et apporter des explications sur les questions principales suivantes: la vision de l'AFDL, la transition démocratique, la question de la nationalité, la structuration de l'armée du Congo de demain, la récupération des biens mal acquis, les priorités du développement et la restructuration de l'économie, le fédéralisme et la restructuration de l'administration publique* »<sup>12</sup>. Le maintien délibéré d'un flou sur ce programme fut ainsi une constante source d'ambiguïtés et de mauvaises pratiques. L'Etat en question qui, seul, détenait tous les instruments formels et informels de contrôle et de coercition, était l'Etat-AFDL (successeur de l'Etat-MPR appelé alors Parti-Etat) auquel la société, l'économie et la culture étaient subordonnées. Tous ces instruments étaient utilisés pour démanteler l'ordre existant (pas

<sup>10</sup> SCOTT J.C., *Domination and the Arts of Resistance. The Hidden Transcripts*. New Haven and London: Yale University Press, 1990, pp.71-72. C'est à cela que répondaient justement la création de l'AFDL et du RCD pour couvrir l'action du Rwanda au Kivu et toute une série d'autres actions corollaires, à savoir le discours anti-ethniste, pacifiste et développementaliste distillé dans le cadre des projets « *Pole Institute* », « *CREDAP* », Comité de Réflexion sur le Développement agro-pastoral en Province du Nord-Kivu (en quoi ce projet, jumeau de Pole Institute, se distingue-t-il de celui dont l'ACOGENOKI portait le flambeau pendant les 20 dernières années et dont le bilan négatif est discuté suffisamment dans notre contribution à l'annuaire 2000-2001?) et « *TPD* », le dosage apparent des éléments d'origines ethniques et régionales différentes dans une administration sous haute surveillance de Kigali, l'exaltation des projets régionaux de développement comme une panacée pour la crise multidimensionnelle locale, etc.

<sup>11</sup> DE VILLERS G. et WILLAME J.C. (sous la direction de), *République Démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux-guerres, octobre 1996-juillet 1998*. Paris: L'Harmattan et Tervuren: CEDAF, 1998, pp.32-34.

<sup>12</sup> SOCIÉTÉ CIVILE, Réflexions sur la situation actuelle et l'avenir politique du Congo-Zaïre dans les régions libérées (Contributions et propositions de la société civile à l'AFDL), Goma, le 16 mai 1997, p.3.

seulement l'ordre MPR en perte de vitesse, mais aussi et surtout l'ordre mis en place par la CNS) et le remplacer par un ordre policier où une très belle part était réservée à la partie victorieuse des conflits endémiques dans la province<sup>13</sup>. La société civile est allée plus loin dans l'établissement d'un état des lieux du régime AFDL et l'expression de sa déception en soulignant que « *Certains responsables de l'AFDL à Goma et à Bukavu sont véritablement intolérants vis-à-vis d'une expression politique pluraliste. Le problème ne doit pas se poser en terme de condamnation et de menace aux autres, mais plutôt comment faire pour faire comprendre à toute la population zaïroise le message, l'idéologie, la vision de société de l'AFDL pour que le peuple s'y rallie massivement. Quelles sont les grandes lignes de cette idéologie et son adéquation par rapport aux problèmes concrets de la population?* »<sup>14</sup>. C'est une question qui est restée sans réponse jusqu'à aujourd'hui. Tout juste pour dire que la « *révolution RCD* » qui a suivi n'a rien apporté de neuf à ce niveau.

Sur le plan économique, la préoccupation de nouveaux maîtres du Kivu était d'assurer ce que les marxistes appellent la monopolisation de la base matérielle de production (moyens de production) et, en conséquence, l'exclusion des autres (groupes soumis) du processus de production. Dès le départ, toutes les activités économiques furent orientées officiellement vers l'effort de guerre (assurer son auto-financement) et, en pareil cas, le dirigisme fut de stricte rigueur. C'est à cet impératif que répondaient, en principe, les contrats miniers que le mouvement de rébellion AFDL a conclus entre septembre 1996 et mai 1997 avec des multinationales<sup>15</sup>, en particulier les sociétés nord-américaines à l'exemple de l'America's Mineral Fields ou AMF (revisés par Laurent-Désiré Kabila au lendemain de la prise de pouvoir à Kinshasa) et la nouvelle politique économique adoptée par le gouvernement AFDL. Dans ce contexte de guerre et de post-guerre, les projets de

---

<sup>13</sup> Ce constat est fait par le rapporteur des Nations unies pour le Zaïre/RDC: « une ethnie, domine carrément des centaines d'autres, non sans conflits..., les nouvelles forces armées et la police sont au service du pouvoir politique et ethnique du gouvernement... », ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES, Rapport du Rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans la République du Zaïre (actuellement République démocratique du Congo) en application de la résolution 1997/58 de la Commission des droits de l'homme, New York, 17 octobre 1997, p.43. Le débat sur la manière dont l'administration est exercée dans un tel contexte des conflits est mené par Zahid Shariff dans "Reflections on Public Administration in a Time of Crisis", *Administration and Society*, vol. 34, n°1, 2002, pp.4-7.

<sup>14</sup> SOCIETE CIVILE, *op. cit.*, p.4.

<sup>15</sup> Voir, par exemple, Banro Corporation and the Sakima project. Toronto, January 1997; "Document: A strange liberation: Foreign Investors welcome Zaïre Rebels. S.I., Workers News Service, 24/4/1997", *Archives du CEDAF*, 385/602 2768 364 III.; BLOCK R., "Taking sides: As Zaïre's War Rages, Foreign Businesses Scramble for Inroad", *The Wall Street Journal-Europe*, 15 avril 1997, pp.1 et 5.

développement qui, avant septembre 1996, avaient fait du Kivu une province phare en matière de développement dans le pays, ont cédé place aux interventions d'urgence (elles-mêmes limitées aux villes et aux hinterlands immédiats) et à différentes formes de pillage. Malgré les discours rassurants à l'époque, la reconstruction économique n'a jamais été effective et, ce qui est pire, tous les efforts déployés dans ce sens ont été brisés par la résurgence de la guerre en 1998.

### **3. L'AFDL ET LE NOUVEL ORDRE POLITIQUE ET ECONOMIQUE AU KIVU (NOVEMBRE 1996-AOUT 1998)**

#### **3.1. L'administration durant la conquête du pouvoir à Kinshasa (novembre 1996-mai 1997)**

Pour rappel, les attaques du Kivu par les troupes ougandaises, rwandaises et burundaises ont commencé de manière sporadique en septembre 1996 simultanément à partir de Bunagana (frontière zaïro-ougandaise au Nord et plaine de la Ruzizi (frontière zaïro-burundaise au Sud). Bukavu fut pris d'assaut et occupé par l'APR-AFDL les 29 et 30 octobre 1996. Quant à Goma, elle tomba entre les mains de ces deux alliés les 1er et 2 novembre 1996. Ainsi, prenaient fin les administrations Kembwa wa Lumona (Sud-Kivu)<sup>16</sup> et Moto Mupenda (Nord-Kivu), l'emprise de Mobutu et du mobutisme au Sud-Kivu et au Nord-Kivu.

Pour consolider sa position dans ces territoires « *conquis* » ou « *libérés* », l'AFDL, par l'entremise de Laurent-Désiré Kabila (alors son porte-parole), substitua ces dernières par une nouvelle administration en novembre 1996. Cette nouvelle administration imposée par les armes portait profondément la marque du Rwanda qui, à l'époque, était à l'avant-garde de la croisade militaire, politique et diplomatique. Elle s'appuyait principalement sur les Tutsi de l'APR et de l'AFDL et, secondairement, sur leurs alliés congolais au sein de cette nébuleuse coalition dont la tête d'affiche était Laurent-Désiré Kabila. L'analyse de cette nouvelle administration permet de dégager les similitudes et les différences notoires dans les deux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et de prouver que Kabila n'était pas aux commandes des affaires<sup>17</sup> même s'il est le signataire des décisions qui ont installé les autorités AFDL d'alors.

<sup>16</sup> Son successeur, le Général Elose n'a eu que le temps de faire la remise-reprise le lundi 28 octobre 1996, un jour seulement avant la chute de Bukavu.

<sup>17</sup> Il n'avait pratiquement pas de combattants. C'est avec l'arrivée des Katangais (*anciens gendarmes katangais et/ou leurs descendants*) en février 1997 (WILLAME J.C., *Banyarwanda et Banyamulenge*, Paris, L'Harmattan et Tervuren, CEDAF, n°25, mars 1997, pp.51-52) qu'il a

### 3.1.1. *Le cas du Nord-Kivu*

Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, était le siège de l'état-major et d'autres institutions de l'AFDL. C'est de là que l'administration des deux provinces était officiellement conçue et appliquée. Cette conception émanait-elle du département de l'administration du territoire (dirigé par un Shi de Kabare/Sud-Kivu, Joseph Mudumbi)? C'est peu probable car il y avait, dans le sillage du chef de ce département, d'autres centres de pouvoir et de décision qu'il ne contrôlait pas certainement<sup>18</sup>. En outre, il y a lieu de signaler qu'aucune action visant à refondre complètement l'organisation de l'administration territoriale ne fut entreprise: le processus de la soumission violente des deux provinces ainsi que celui de la conquête du pouvoir à Kinshasa se poursuivaient et prenaient le dessus par rapport à d'autres projets. Le fait important qu'on enregistra à ce niveau fut la nomination d'un certain nombre de nouveaux responsables à la tête de la province et de différents territoires. Etant donné que l'administration provinciale était contrôlée depuis juillet 1993 par le trio CERIA-UMUBANO-FPR<sup>19</sup>, il fallait tout simplement opérer quelques aménagements dans l'ossature de l'équipe dirigeante. Ainsi, la majorité des autorités qui n'avaient pas été tuées ou n'avaient pas pu fuir ont été maintenues dans leurs positions. Le changement majeur et visible fut l'élévation de Léonard Kanyamuhanga Gafundi, de Kamanzi Rusengo et de Stanislas Kananura Ngyiwabo (tous Tutsi) des postes de conseiller au gouvernement (à Goma), de maire de la cité de Kiwandja (à Rutshuru) et de commissaire de zone assistant à Kibabi (Masisi) aux postes de gouverneur du Nord-Kivu à Goma et des commissaires des zones titulaires de Rutshuru et de Masisi respectivement. Etant tous des civils, ils exerçaient évidemment un rôle important dans l'administration locale; mais, celui-ci était insignifiant au regard de l'influence prépondérante des chefs militaires rwandais et ougandais<sup>20</sup> qui manipulaient tout dans l'ombre. Il se mettait donc en place un

---

commencé à avoir une certaine autonomie des manoeuvres. Jusque là, il était l'otage des Tutsi qui gravitaient autour de lui et formaient l'entière de son équipe de sécurité.

<sup>18</sup> Le simple cas d'illustration est ce témoignage des membres du REC: « Lorsque, en difficulté à l'ANR qui retenait nos passeports et envisageait de nous assigner à résidence, nous avons voulu téléphoner au chef de département de l'intérieur (Me Mudumbi), il nous a été répondu que nous ne pourrions lui parler que si le chef du département de la sécurité (Bizima Karaha) l'autorisait », Rapport de mission au Sud et au Nord-Kivu (17 mai-2 juin 1999), Bruxelles, le 17 juillet 1999, p.4.

<sup>19</sup> BUCYALIMWE M., «Le Nord-Kivu au coeur de la crise congolaise», *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001-2002* (sous la direction de Stefaan Marysse et Filip Reyntjens). Paris, L'Harmattan, 2002, pp.154-185.

<sup>20</sup> « La structure militaire de l'armée actuelle se caractérise par une prépondérance très forte non seulement des Tutsis, mais surtout des Tutsis nés au Rwanda. A vrai dire, ce sont dans les nouvelles forces armées que l'on remarque le plus la présence de Tutsis originaires des zones

régime où la réalité du pouvoir était concentrée entre les mains des Tutsi qui, pendant un bon moment et grâce à la manipulation de l'expression trompeuse des « *Banyamulenge* », furent un groupe d'acteurs « *sans frontières* ».

En plus, les Hunde (groupe aussi minoritaire que les Tutsi) qui, dans le Masisi, s'alliaient souvent aux Tutsi et participaient dans la guerre à côté de ceux-ci au sein de l'AFDL, furent propulsés en deuxième position en obtenant les postes de vice-gouverneur (Apôtre Tussi Balume) et de commissaire de zone assistant à Masisi (Shamamba Akilimali, dit Crocos) alors que la mairie de Goma était confiée à un Nyanga; les deux groupes majoritaires du Nord-Kivu, à savoir les Nande et les Hutu, étaient, pour ainsi dire, neutralisés et marginalisés par les deux groupes minoritaires. Les Nande se voyaient octroyer, en dehors des fiefs habituels de Lubero et de Beni qui restaient leur monopole exclusif, une position marginale dans la province (Kahanya Kimua Tasi conservait son poste de directeur de province; mais son pouvoir était réduit à sa plus simple expression) et ce, malgré leur participation active dans la guerre de l'AFDL: « *Le peuple nande a également contribué de façon très importante à la lutte de libération non seulement en fournissant à l'AFDL des milliers de combattants, mais aussi par une contribution financière et matérielle majeure* »<sup>21</sup>. Un expatrié qui revenait d'une mission de consultation au Nord-Kivu quelques semaines seulement après ces nominations (décembre 1996) se demandait « *si le peuple nande, l'ethnie la plus importante du Nord-Kivu, est réellement convaincu de la volonté de cohabitation sans discrimination aucune de la part de nouvelles autorités. La nomination des Tutsi à plusieurs postes de responsabilité peut certes continuer à faire planer une certaine méfiance. Les tout prochains mois devront montrer si oui ou non l'Alliance veut être un rassemblement des différents groupes ethniques et si les autres groupes acceptent de faire chemin ensemble avec les leaders actuels de l'Alliance* »<sup>22</sup>. Les Hutu, principales cibles de la guerre AFDL au Kivu, furent totalement exclus de son administration; seul Victor Sengoma Maheshe fut maintenu à la tête de la zone urbaine de Goma (lui-même mourut quelques temps après). Même Alphonse Rumvegeri Boneza, qui avait rejoint le groupe de Laurent-Désiré Kabila assez tôt et conduit la première délégation de l'AFDL à Kisangani en mars 1997, a été viré et exclu de son premier cercle rapproché quelques temps avant la chute de Kinshasa.

Cette administration était effective seulement à Goma et dans l'hinterland immédiat (zone de Nyiragongo, chefferie Bwisha en zone de Rutshuru, groupements de Kamuronza et Muvunyi/Shanga en chefferie des

---

frontalières, tant rwandais que zaïrois », ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES, op. cit., p.15.

<sup>21</sup> KASONIA D. et al., *Le mémorandum du peuple nande*, Bruxelles, mai 1997, p.3.

<sup>22</sup> Analyse socio-politique du Nord-Kivu, s.l., décembre 1996, p.4.

Bahunde, zone de Masisi), à l'exception des chefs-lieux des zones de Rutshuru et de Masisi. C'est dans cet espace réduit que les premières modifications significatives furent opérées dans l'administration territoriale (voir ci-dessus) et coutumière. Dans l'administration coutumière particulièrement, certaines autorités furent systématiquement tuées; d'autres qui ont échappé à la purification ethnique ont du fuir. Et parmi celles qui ont survécu, beaucoup ont été déposées et remplacées par de nouvelles figures. Dans ce cadre de bouleversement de l'ordre politique et administratif local, certaines entités coutumières des territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi furent confiées à des Tutsi<sup>23</sup>. Partout ailleurs dans les zones de Rutshuru, de Masisi, de Kalehe et de Walikale au Nord-Kivu (celles de Lubero et de Beni restaient jusque là en dehors des opérations militaires), l'emprise de Goma se faisait moins sentir car il restait le champ des opérations conjointes de nettoyage conduites par les troupes de l'APR et du NRA: « *L'armée rwandaise qui viole régulièrement la frontière pour se livrer impunément au jeu macabre, derrière la zone troublée de Masisi où, à cause des rivalités ethniques et de l'énorme quantité d'armes qui y circulent, depuis 1990, est devenue une véritable zone mouroir. Tout le monde se demande si nous vivons dans un Congo libre ou dans une colonie rwandaise* »<sup>24</sup>. C'est la période de la terre brûlée au cours de laquelle des tueries massives ont été enregistrées<sup>25</sup>. Toutes ces quatre zones du Nord-Kivu (Nyiragongo, Rutshuru, Masisi, Walikale) et Kalehe (Sud-Kivu) étaient les seules cibles dans l'application d'une politique militaire musclée. Cette réalité peut s'expliquer de deux façons. D'abord, c'est dans cette région que « *les autorités du Rwanda voulaient établir, dès les premières semaines, une sorte de zone-tampon de sécurité dans laquelle les autorités du Congo n'exerceraient aucun pouvoir* »<sup>26</sup>. Ensuite, c'est la seule région du Kivu (en dehors de la zone de Fizi où l'expérience militaire est restée constante depuis le mouvement révolutionnaire nationaliste des années soixante) qui a connu une guerre ininterrompue depuis mars 1993 et où, par conséquent, les populations étaient les plus habituées au maniement des armes. Soumettre cette région par

---

<sup>23</sup> AZADHO, Droits de l'homme au Nord-Kivu. Une année d'administration AFDL. Plus ça change, plus c'est la même chose, Goma, novembre 1997, p.4.

<sup>24</sup> "L'Est de l'ex-Zaïre toujours en ébullition. Des hélicoptères de l'armée rwandaise bombardent Masisi", *La référence Plus* du mardi 16 septembre 1997. Lire aussi NZOKO E., MULEBWA M., et RUGENERA M. B., "Les révélations du PANADI sur le génocide des Hutu dans les territoires libérés", *Le Potentiel* n°969 du vendredi 14 mars 1997; HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA et FIDH, *Ce que Kabila cherche à dissimuler*, New York, octobre 1997.

<sup>25</sup> AZADHO, Nord-Kivu: existence des charniers et des fosses communes, mars 1997; APREDECI, CREP et GVP, *L'Apocalypse au Nord-Kivu*, Goma, octobre 1997.

<sup>26</sup> " Crainte de l'établissement d'une zone tampon pour le Rwanda", AZADHO, *Droits de l'homme...*, p.4.

la force des armes fut une préoccupation permanente des autorités du Rwanda et, implicitement, de l'AFDL. C'est pourquoi, comme le souligne le rapport précité de l'AZADHO, « *Expérimentée au Nord-Kivu (Goma a été pendant longtemps la capitale de l'administration de l'AFDL, encore mouvement rebelle) dont sont originaires un nombre important de ses cadres de la première génération, c'est pourtant dans cette région que la révolution AFDL aura sans doute montré la face la plus évidente de son échec en matière des droits de l'homme* »<sup>27</sup>. Ce qui paraît être un paradoxe pour les responsables de l'AZADHO est, en réalité, une simple logique dans le processus de la consolidation de l'emprise rwandaise dans le Nord-Kivu.

### 3.1.2. *Le cas du Sud-Kivu*

Au Sud-Kivu, les stratégies de Kigali étaient différentes pendant cette période, au cours de laquelle l'enjeu était triple: la soumission militaire du Nord-Kivu, la chasse aux réfugiés hutu du Rwanda et du Burundi (ceux qui n'avaient pas été éliminés lors de la destruction de leurs camps situés le long des frontières zaïro-ougandaise, zaïro-rwandaise et zaïro-burundaise)<sup>28</sup> à travers la forêt équatoriale jusqu'à Kisangani et, au-delà, à Mbandaka en province de l'Equateur et la marche vers Kinshasa. Ce troisième enjeu absorbait toute l'attention des Congolais non-tutsi de l'AFDL (non-kivutiens principalement) et les obnubilait tellement que ce qui se passait au Kivu était secondaire. C'est pourquoi, Laurent-Désiré Kabila, qui n'avait pas de soldats au Kivu à son avènement au pouvoir en mai 1997, n'y exerçait aucune influence; en conséquence, le Kivu est resté un Etat dans l'Etat jusqu'à la guerre d'août 1998. La dispute entre les Tutsi d'une part, et les Katangais, les jeunes soldats du Kivu (« *kadogos* ») d'autre part, au sujet de leurs responsabilités respectives dans le renversement de Mobutu lors du partage du pouvoir après le 17 mai 1997 trouve origine dans cette divergence d'intérêts entre septembre 1996 et mai 1997.

Tout comme au Nord-Kivu, l'objectif de Kigali était de placer les Tutsi dits « *Banyamulenge* » au premier plan. Certains d'entre eux ne s'empêchaient pas d'en parler publiquement et sans aucune réserve: « *Ainsi, en février 1997, au cours d'une rencontre d'ONG à Genève, les Banyamulenge n'ont pas, par exemple, caché qu'ils entendaient, non seulement être regardés comme des Zaïrois à part entière, mais aussi pouvoir disposer d'un territoire propre s'étendant tout au long de la frontière avec le Zaïre et dans lequel leurs propres forces de l'ordre assureraient leur*

<sup>27</sup> AZADHO, *Droits de l'homme...*, p.2.

<sup>28</sup> Rappelons que très peu de réfugiés des camps du Sud-Kivu ont pu rentrer librement et de force au Rwanda contrairement à ceux du Nord-Kivu après la destruction du camp de Mugunga.

*sécurité* »<sup>29</sup>. Cette idée fut reprise une année après par les notables banyamulenge lorsqu'ils opposaient un refus catégorique à la décision de Kabila de muter les militaires banyamulenge en dehors du Kivu<sup>30</sup>. Les membres du Réseau Européen pour le Congo (REC) confirmaient l'accomplissement de cet objectif à l'issue d'une mission effectuée au Kivu en mai-juin 1999: « *Les Banyamulenge qui occupent les rouages du pouvoir civil et militaire ne se désolidarisent guère des Rwandais; ils affirment au contraire: c'est grâce aux Rwandais que nous sommes respectés maintenant* »<sup>31</sup>. Contrairement au Nord-Kivu, les Tutsi dits « *Banyamulenge* » n'avaient occupé, jusque là, aucune position dans l'administration territoriale en province du Sud-Kivu. Placer le contrôle des positions-clés de la territoriale entre leurs mains impliquait inéluctablement l'éviction systématique des membres des autres communautés qui les détenaient. C'est pourquoi, cette éviction fit plus de bruit qu'au Nord-Kivu.

Dans cette optique, les villes de Bukavu (gouvernorat et mairie de Kadutu) ainsi que les territoires d'Idjwi, d'Uvira et de Fizi étaient les plus ciblés. Ainsi, là où les Banyamulenge ne prenaient pas la tête de l'institution ou du service, ils plaçaient les leurs en deuxième position. C'est dans ce cadre qu'il faut situer, par exemple, la nomination de Benjamin Serukiza Nkunda Bantu (novembre 1996-octobre 2002) au poste de vice-gouverneur du Sud-Kivu (véritable gouverneur car les trois hommes qui se sont succédés comme gouverneurs à la tête de la province du Sud-Kivu n'étaient que des autorités-écran), de Thadée Mutwale à celui de maire de Bukavu, de Biganza à celui de bourgmestre adjoint de Kadutu, de Budederi à celui d'administrateur du territoire assistant d'Uvira, de Rurwanyintare à celui d'administrateur du territoire assistant de Fizi sans parler de plusieurs services provinciaux à Bukavu. A l'exception d'Idjwi, devenu pratiquement une province rwandaise et jouissant d'un calme apparent dès le début, ce sont les deux territoires d'Uvira et de Fizi qui furent transformés, au fil du temps, en champ de bataille permanent au Sud-Kivu à l'exemple de Rutshuru et Masisi au Nord-Kivu.

### **3.2. L'administration durant la gestion de l'Etat (mai 1997-août 1998)**

Au cours de cette période, l'AFDL a cessé d'être un mouvement rebelle pour se transformer en parti dirigeant. En plus, le Kivu renoua ses relations avec la capitale après sept mois de rupture. Toutefois, les maîtres du

---

<sup>29</sup> WILLAME J.C., *op. cit.*, p.136.

<sup>30</sup> MUHIRE M. et al., Mémoire de la communauté banyamulenge à son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo à Kinshasa eu égard à la situation sécuritaire au Sud-Kivu, Bukavu, le 24 février 1998, pp.5-6.

<sup>31</sup> MEMBRES DU REC, *op. cit.*, p.3.

Kivu associés au gouvernement FPR/APR à Kigali accédaient au sommet de l'Etat et contrôlaient, comme le fait bien remarquer Frédéric Bola-Khuabi, toutes les institutions du pays: « *Ainsi, cette guerre (de 1996) que l'Armée Patriotique Rwandaise avait subrepticement préparée et qui avait pour premier objectif la destruction des camps des réfugiés rwandais hutu installés le long de ses frontières, s'est étendue à la faveur des complicités internationales et des trahisons internes sur l'ensemble du territoire de la République du Zaïre. Le Rwanda en était sorti le grand vainqueur, car non seulement il avait réussi à décimer dans les forêts du Zaïre des milliers de Rwandais hutu, mais encore il contrôlait désormais les rouages du pouvoir et toute l'armée d'un pays cent fois plus vaste que son propre territoire* »<sup>32</sup>. Le centre de décision se déplaçait de Goma vers Kinshasa sans toutefois altérer la position hégémonique du Rwanda au Kivu. Dans l'ensemble, les structures et les équipes mises en place en novembre 1996 furent maintenues. Au Nord-Kivu, la politique musclée fut renforcée avec l'intensification des opérations militaires organisées dans le cadre de ce qui était présenté officiellement comme une « *mission de pacification* »<sup>33</sup>. Le résultat fut un désastre. On peut se référer, à ce propos, à cette conclusion du rapport des Nations-Unies que nous avons déjà cité: « *L'AFDL a échoué dans son effort de pacification, à supposer qu'il ait été sincère... Les conflits ethniques n'ont pas été réglés et ne le seront pas tant qu'on ne s'engagera pas dans une politique de réconciliation. L'Etat s'est résolument rangé du côté d'une des ethnies dans le conflit au Nord-Kivu qui vient de reprendre, au lieu de jouer un rôle de médiateur et de pacificateur* »<sup>34</sup>. Par contre, au Sud-Kivu, le mécontentement des Congolais suite à ce qu'ils ressentaient comme étant l'hégémonie des Tutsi « *Banyamulenge* » et l'apparition de plus en plus évidente des frictions entre certains leaders « *Banyamulenge* » et les Tutsi rwandais entraînèrent l'adoption d'une politique moins dure ou plus accommodante. C'est ainsi que des personnalités congolaises qui étaient restées jusque là à l'écart des événements ont opté pour une collaboration officielle avec l'AFDL au moment où certains « *Banyamulenge* » commençaient à bouder publiquement l'omniprésence et l'hégémonie des Tutsi rwandais sur les Tutsi congolais. C'est dans les territoires d'Idjwi, d'Uvira (collectivité de la plaine de la Ruzizi<sup>35</sup>) et de Burhinyi précisément que l'on a vu des autorités coutumières (respectivement Ntambuka, Nsabimana Kinyoni, Munganga) être cooptées assez tôt et collaborer plus visiblement et plus étroitement avec l'AFDL.

<sup>32</sup> BOLA-KHUABI F., Kabila et TELECEL-Congo. Lorsqu'un régime taré s'accommode de la mafia, s.l., s.d., pp. 3-4.

<sup>33</sup> Les opérations militaires de nettoyage conjointes de l'APR et du NRA furent fréquentes dans le Masisi.

<sup>34</sup> ASSEMBLEE DES NATIONS-UNIES, *op. cit.*, p.44.

<sup>35</sup> Le mwami Rampa Lenghe III d'Uvira a été tué.

Dans le Bwisha et le Bukumu, celles qui avaient été épargnées jusque tombèrent dans un guet-apens au cours d'une réunion convoquée par le gouverneur Léonard Kanyamuhanga en janvier 1998<sup>36</sup>. Déo Ndeze Ndashoboye et Kahembe Ka Butsitsi furent tués avec leurs collaborateurs.

Un autre élément qui eut un impact important sur la situation au Kivu est l'effritement progressif de l'AFDL après l'accomplissement des deux objectifs qui, au départ, avaient justifié sa formation: la destruction des camps des réfugiés hutu au Sud-Kivu et au Nord-Kivu et le renversement de Mobutu. Avec l'assassinat de Kisase Ngandu en janvier 1997 et la marginalisation progressive de ses partisans, seuls restaient en jeu les camps de Kabila, de Bugera et de Masasu Nindaga; mais ce dernier jouait, dans la coalition AFDL, un rôle fort ambigu dans la mesure où Kigali se retrouvait en lui (en plus du fait qu'il était rattaché aux Tutsi de par sa mère, il avait combattu au sein de l'APR, atteignant même le grade de caporal) de même que certains Kivutiens, notamment les Shi et Havu, qui le considéraient comme leur leader dans la nouvelle géopolitique nationale. Cette observation avait été déjà faite auparavant par Carole J.L. Collins en des termes différents et quelque peu voilés: « *While many in Kinshasa viewed him as a Rwandan Tutsi, many in South Kivu saw Masasu (a Kivuan of mixed ethnic parentage) as representing their region in central government* »<sup>37</sup>. C'est que, quelque part, les deux derniers camps s'accordaient et se rapprochaient plus qu'ils ne s'opposaient. Ce qui n'était pas le cas avec le camp Kabila. Il faut ajouter à ces deux groupes visiblement antagonistes (groupe Kabila versus groupe Bugera-Masasu), l'opposition non-armée qui réclamait aussi le fruit de sa longue lutte contre le régime de Mobutu dans le nouveau paysage politique. Pendant que les uns et les autres se livraient à un conflit de palais au sommet de l'Etat, on assistait à un Kivu à trois vitesses: un Kivu du Rwanda et de ses alliés ougandais, burundais et congolais, un Kivu des congolais du haut et alliés de Kabila, et un Kivu des Congolais du bas qui avaient du mal à faire prévaloir leurs aspirations et à les défendre efficacement face à ces deux grands groupes. Ce conflit d'intérêts au sommet et au bas de l'Etat affecta négativement l'administration du Kivu. Le Rwanda voulait faire du Kivu une province vassale (logique de l'occupation-annexion présentée officiellement comme une simple quête de zone tampon). Quant à Kabila, son but se limitait à s'assurer une base au Kivu dans la consolidation de son pouvoir sans résoudre la question de fond, c'est-à-dire l'appui total à la résistance contre l'occupation et l'éjection des troupes étrangères hors du Kivu. Car cette résolution risquait de faire émerger localement un groupe militaire et politique relativement autonome qu'il ne verrait pas d'un bon oeil surtout s'il

<sup>36</sup> *La Libre Belgique*, janvier 1998, p.6.

<sup>37</sup> COLLINS C.J.L., "Congo/Ex-Zaïre: Through the Looking Glass", *Review of African Political Economy*, vol.25, n°75, mars 1998, p.114.

était piloté par ses vieux alliés bembe avec qui il avait des démêlés. D'où l'option de s'allier avec quelques groupes sélectionnés parmi les Mayi Mayi et avec les soldats des ex-Forces Armées Rwandaises (FAR) et membres des milices *interahamwe* à la frustration de beaucoup de combattants du Kivu. Le Kivu souhaité par la population est celui débarrassé des troupes rwandaises, ougandaises et burundaises et de l'hégémonie Tutsi qu'elles servaient sans oublier Kabila qui avait couvert l'agression-occupation au début en 1996<sup>38</sup>. Une telle situation ne devait que rendre l'administration locale inefficace.

### 3.2.1. *Kabila-Museveni-Kagame: un mariage de dupes*

Pour être propulsé à la tête du mouvement armé qui a renversé Mobutu, Laurent-Désiré Kabila dut conclure des conventions avec Museveni et Kagame. Jusqu'à aujourd'hui, un mystère continue à planer sur la nature de ces conventions: cession d'une partie du territoire congolais par Kabila à ces deux parrains ou simple alliance conjoncturelle entre trois « *ex-maquisards* » dans la révolution dite « *renaissance africaine* » et dont le seul facteur de rapprochement est la conquête militaire du pouvoir? Ce qu'on appelle « *accords de Lemera* » n'était, en réalité, que la face visible de l'iceberg; sa face invisible continue à hanter les esprits de tous les protagonistes de la guerre de l'Est du Congo et à hypothéquer les intérêts du pays. Ce que l'on sait avec certitude est que l'AFDL a permis l'occupation du pays par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.

En analysant les événements en rétrospective, on peut conclure que le premier péché de Laurent-Désiré est d'avoir fait un coup d'état en s'auto-proclamant Président de la République (il était jusque là simple porte-parole de l'AFDL) à Lubumbashi à quelques jours de la chute de Kinshasa et, pire encore, en omettant de mentionner l'AFDL dans le décret-loi constitutionnel du 27 mai 1997 alors que, font remarquer Gauthier de Villers et Jean Omasombo, « *c'est l'Alliance qui, selon la Déclaration, du 17 mai 1997, sous la direction de son président, a opéré la prise du pouvoir d'Etat et assure désormais l'autorité de transition* »<sup>39</sup>; par cet acte, il prenait de court ses parrains qui voulaient quelqu'un d'autre à la tête de la RDC et se posait par ce fait même en un ennemi juré de Kigali et de Kampala ou en traître de la « *révolution banyamulenge* » et des enjeux multiformes qui se profilaient derrière cette révolution. Le deuxième grand péché fut la révision des contrats

<sup>38</sup> Kabila n'a commencé à gagner un appui au Kivu, particulièrement à Bukavu où il n'avait jamais passé la nuit, que lorsqu'il a décidé de rompre d'avec ses alliés rwandais en juillet 1998; voir BUREAU DE COORDINATION DE LA SOCIETE CIVILE DU SUD-KIVU, *Message de félicitations et de remerciement à son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo à Kinshasa-Binza (Palais de Marbre)*, Bukavu, le 29 juillet 1998.

<sup>39</sup> DE VILLERS G. et WILLAME J.C., *op. cit.*, p.78.

miniers signés avec les multinationales avant la prise du pouvoir, mais sans mettre fin à leur caractère léonin. Le troisième péché est d'avoir tenté d'avoir une certaine influence dans l'Est du pays, chasse gardée de l'Ouganda et de Kigali, en y nommant des militaires et des cadres civils d'origine katangaise. Ces trois faits suffisaient à eux seuls pour expliquer la décision précoce de Kagame et de Museveni de se débarrasser de leur ancien allié. Ce fait est rapporté par un témoin privilégié, à savoir l'ancien ministre AFDL à la santé, Dr Jean Baptiste Sondji: « *Depuis décembre 1997, les alliés rwando-ougandais ont pris l'option de liquider le pouvoir Kabila. Ils envisagent également son élimination physique. Une préparation minutieuse de cette opération est confiée au commandant James KABAREBE, sujet rwandais qui assume les fonctions de Chef d'Etat Major a.i. de l'armée congolaise. Il mit à profit ses fonctions pour désorganiser complètement l'armée nationale congolaise et mettre en place leurs éléments dans tous les coins stratégiques du pays. En l'occurrence, sous prétexte de surveiller la frontière rwandaise contre l'infiltration des Interahamwe et des ex-FAR, un imposant arsenal militaire est installé dans les Kivu. En réalité, cet arsenal est destiné à la guerre qu'ils préparent. Quelques temps après, la jonction est faite entre le RCD et le groupe rwando-ougandais* »<sup>40</sup>. C'est dans ce climat de suspicion et de conflit (tantôt latent, tantôt ouvert) entre Kabila et le groupe Bugera-Masasu que fonctionna l'administration locale au Kivu sous le gouvernement AFDL.

### **3.2.2. Lutte pour le contrôle du pouvoir politique et administratif local**

Dès son accession au pouvoir, Kabila a tenté de s'entourer des gens qui lui étaient ou pouvaient lui être fidèles en vue de réduire un peu le monopole des Tutsi. Si, au départ, le leadership de l'AFDL était constitué quasi exclusivement par des Tutsi et des Luba<sup>41</sup>, il se métamorphosa rapidement après la déclaration de la prise du pouvoir le 17 mai 1997 pour devenir très hétéroclite. Ainsi, pour les acteurs venant du Kivu (ceux qu'on appelait confusément les gens de l'Est), on pouvait dénombrer les

---

<sup>40</sup> SONJJI J. B., *Les enjeux de la crise congolaise et quelques pistes pour nous en sortir*. Kinshasa, le 21 juillet 1999, p.1. Les membres de l'International Crisis Group se contentent de dire que James Kabarebe, un officier rwandais, a remplacé Masasu Nindaga en octobre 1997 à la tête des Forces Armées Zaïroises et que les relations de Kabila avec le Rwanda et d'autres alliés de la région se sont détériorées depuis décembre 1997, "Disarmament in the Congo: Jumping-Starting DDRRR to Prevent Further war", *ICG Africa Report n°38*, Bruxelles/Nairobi, 14 décembre 2001, p.16. Pourquoi ce remplacement de Masasu par James Kabarebe et la détérioration immédiate des relations de Kabila avec ses parrains? Telles sont les questions de fond que ce rapport n'a pas expliquées et dont le ministre Sondji dévoile justement les dessous.

<sup>41</sup> REC-INFO, n°1, 10 avril 1997, p.2.

composantes suivantes: à côté des alliés habituels de Kabila (les Bembe) et des Tutsi qui restaient omniprésents, ce sont les alliés de Masasu Nindaga ou ce qu'on appelle abusivement parfois les « *kadogos* » (Shi et Havu principalement) et les Nande qui furent associés au pouvoir au sommet de l'Etat. Toutefois, la forte influence des Tutsi était sans égal et Kabila lui-même n'avait qu'une marge de manoeuvre réduite au regard du nombre des Tutsi qui le ceinturaient. Poursuivant des intérêts conflictuels, tous ces acteurs se livraient une lutte sans merci dans l'administration centrale et provinciale pour accroître leurs influences respectives.

Pour tâcher de contre-balancer le monopole du Rwanda au Kivu, Kabila dut y envoyer des cadres militaires et civils katangais: « *Des troupes congolaises non-Tutsi avaient rejoint le Kivu en grand nombre et un certain nombre de nominations, notamment à Uvira, avaient équilibré ce qui était vécu comme une domination du groupe tutsi* »<sup>42</sup>. La conséquence d'une telle décision était prévisible: la montée du conflit et l'élargissement du fossé, à tous les niveaux de l'administration provinciale, entre les Tutsi et les Katangais. C'est à partir de cette période qu'on avait des autorités administratives et militaires répondant à des chefs hiérarchiques différents: les uns vouaient une obédience à Kagame et à Museveni alors que d'autres s'en référaient à Kabila. La polarisation des opinions au sein de l'armée et de l'administration et une forte politisation de l'administration locale<sup>43</sup> constituaient des grands blocages dans l'effort de la reconstruction. C'est pourquoi, le pillage des biens publics et privés et la destruction des infrastructures économiques au cours de la guerre AFDL ont laissé des traces qui ne pouvaient pas, même dans les meilleures conditions, être effacées de si tôt. L'échec de la campagne de pacification (septembre-novembre 1997), des sessions de formation idéologique et des conférences provinciales pour la reconstruction, la « *multiplication des cercles d'exclusion sociale* » et la recrudescence de l'insécurité<sup>44</sup> en sont les conséquences les plus éclatantes. Et quand la guerre de 1998 a éclaté, de nombreux officiers et civils katangais furent tués avec la complicité d'autres congolais non-katangais<sup>45</sup>.

<sup>42</sup> MEMBRES DU REC, *op. cit.*, p.5.

<sup>43</sup> CRONGD/NORD-KIVU, Analyse prospective de la situation socio-économique au Nord-Kivu, Goma, septembre 1998, p.7.

<sup>44</sup> Alors que pendant la guerre, le principe était « *pas de prisonnier de guerre* » (l'élimination physique était la règle partout), la prison fut, dans la suite, abondamment utilisée à côté des massacres à grande échelle.

<sup>45</sup> BULAMBO K.A., *Mourir au Kivu*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.57-76.

### 3.2.3. *Lutte pour le contrôle du pouvoir économique local*

Cette lutte s'observait dans les trois secteurs économiques stratégiques, à savoir le commerce, la perception et le contrôle des recettes publiques, et la gestion des projets de développement. Ce dernier aspect implique à la fois l'Etat et le monde associatif.

Au niveau du commerce, la fracture Goma-Grand Nord (Lubero et Beni) est devenue effective. Le commerce de ces deux territoires, orienté vers Bunia et Kisangani en Province Orientale et l'océan Indien via l'Ouganda, est le monopole des Nande. Le commerce sur l'axe Goma-Kigali et Bukavu-Kigali est, par contre, le monopole des Tutsi appelés couramment « *opérateurs économiques rwandais* ». Ceux-ci exerçaient une concurrence déloyale car ils faisaient des transactions commerciales (ex. carburant) sans payer les taxes alors que leurs homologues congolais étaient soumis au paiement de taxes multiformes<sup>46</sup>. La situation changea petit à petit; s'installa ainsi un régime de monopole au profit d'une minorité d'hommes d'affaires congolais et étrangers, alors que dans les discours officiels l'heure est, selon le Groupe Jérémie, à la loi du marché ou de la libre concurrence<sup>47</sup>. On parlait volontiers de l'émergence de deux axes commerciaux concurrentiels: axe Butembo/Beni-Kampala/Nairobi et axe Goma/Bukavu-Kigali. Ce développement résultait moins d'une politique régulatrice que de l'évolution des événements. Ces deux courants furent alimentés petit à petit par les opérations de type formel ou légal et informel ou plutôt mafieux. Ce phénomène mafieux trouvait un terrain favorable dans ce qui devenait au jour le jour ce que Pierre Lumbi (ancien leader de la société civile du Sud-Kivu, devenu ministre à Kinshasa dans le gouvernement central issu de la CNS) « *un far-ouest* »<sup>48</sup>.

Le contrôle de l'OFIDA, de la SNEL, de la REGIDESO, l'Office de Contrôle Congolais (OCC) ou ex-OZAC, la SNCZ/direction Est et d'autres services juteux comme les contributions, les mines, les finances, fut aussi un enjeu majeur dans la canalisation des recettes. En général, ce sont les Tutsi qui, à Goma et à Bukavu, ont pris la part du lion. Par contre, ce sont les Katangais qui, à Kinshasa, contrôlaient la plupart de ces services<sup>49</sup>. Bien que guidés par des mobiles qui vont au-delà de la simple quête de gestion des sources des recettes, certains membres du gouvernement AFDL ont voulu

<sup>46</sup> REC-INFO n°1, 10 avril 1997, p.2.

<sup>47</sup> GROUPE JEREMIE, Economie en RDC: l'asphyxie d'un peuple, Bukavu, le 12 septembre 2001, p.1. La même organisation ajoute que ces hommes d'affaires imposent des prix exorbitants tout en exploitant intensément la main-d'œuvre et qu'il n'y a aucun respect pour la loi en matière du commerce et des impôts.

<sup>48</sup> LUMBI, P., *Guerre en RDC: enjeux économiques, intérêts et acteurs*. Observatoire Gouvernance-Transparence, 10 avril 2000.

<sup>49</sup> DE VILLERS G. et WILLAME J.C., *op.cit.*, p.169.

garder un œil sur les réseaux des associations de développement. Ceci était visible non seulement à travers « la confiscation des matériels et outils de travail des ONGD par le pouvoir, la multiplication des instances administratives de tutelle pour les ONGD et la politisation de certaines ONGDs »<sup>50</sup>, mais aussi à travers une nouvelle réglementation qui mettait le monde associatif, créneau du financement et creuset de la mobilisation populaire, sous la coupe de l'AFDL.

L'AFDL a décidé de canaliser les actions et les discours à travers une nouvelle forme de plate-formes appelées « *coordination nationale des ONG* » au Nord-Kivu dirigée par Kambali et « *coordination provinciale* » au Sud-Kivu dirigée par Denis Basheka. Au niveau national à Kinshasa, il a été créé par le décret n°071 du 18 mai 1998 une ONG gouvernementale, "Solidarité Entre Nous" (SEN) dans le but « *de coordonner l'assistance humanitaire et l'aide au développement destinées aux Congolais, les ONG internationales et leurs activités, apprécier les programmes de développement, en donner les orientations, et assurer le suivi de leur exécution...* (article 2) » dont la direction fut également confiée à Kambali<sup>51</sup>.

Si la SEN devait officiellement assurer la liaison entre le gouvernement et les ONG locales et nationales, entre le gouvernement et les ONG internationales, elle était en réalité un instrument de contrôle de toutes ces associations. Certaines anciennes ONG qui jouissaient de la bonne presse dans les milieux dirigeants de l'AFDL furent maintenues; mais, beaucoup de leaders en créèrent des nouvelles dont les ambitions régionales se sont avérées de plus en plus évidentes. C'est le cas de Pole Institute (mars 1997), de SERACOB et de BOAD (Bureau Océanique d'Aide au Développement). Le mouvement fédérateur des ONG est un élément nouveau, particulièrement à Goma. Cette dynamique régionale, associée à l'idéologie politique et militaire actuelle en Afrique centrale, marque une rupture d'avec la politique du développement précédente où le local était le seul référent. Ce n'est pas tout à fait le cas à Bukavu et à Butembo. Ce qu'on constate ces derniers temps est que certains individus de Bukavu sont cooptés par ou rejoignent le groupe de Pole Institute à Goma/Kigali qui est en avance sur les autres organisations non-gouvernementales du Kivu tant par son idéologie et sa base politiques que par sa mobilisation médiatique et l'importance du soutien financier extérieur.

---

<sup>50</sup> CRONGD/NORD-KIVU, Analyse prospective de la situation socio-économique au Nord-Kivu: septembre 1998, Goma, le 14 septembre 1998, p.13.

<sup>51</sup> MEMBRES DU REC, *op. cit.*, p.11.

#### **4. LE RCD ET LA REDISTRIBUTION DES CARTES POLITIQUES SUR L'ENSEMBLE DE L'EST DE LA RDC (AOÛT 1998-MARS 2003)**

##### **4.1. Les tenants et les aboutissants de la guerre de 1998**

La guerre d'août 1998 est le prolongement de la guerre de 1996. Elle a été déclenchée officiellement pour faire tomber le pouvoir de Kabila; en réalité, elle visait la fragilisation de l'autorité centrale de Kinshasa et la consolidation des positions rwando-ougando-burundaises à l'Est. Non seulement l'imposition de Joseph Kabila à la tête de la RDC après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001 a réduit les tensions entre Kinshasa et Kigali/Kampala et entre Kinshasa et la communauté internationale, mais aussi elle n'a pas permis à Kinshasa de recouvrer les moyens de sa politique dans les tentatives de récupérer le contrôle de l'Est du pays. Au contraire, le Rwanda et l'Ouganda ont réussi à faire reculer les champs de bataille le plus loin possible de leurs frontières et à éradiquer toute forme d'allégeance pour l'ensemble de la région de l'Est (Nord-Katanga, Kasai, Maniema, Kivu et Province Orientale) vis-à-vis de Kinshasa<sup>52</sup>. Ce double objectif est resté le champ de bataille de Kigali et de Kampala jusqu'à présent; c'est ce qui a toujours été derrière les appuis qu'ils ont accordés, selon les circonstances, à des leaders clés du RCD comme, par exemple, Wamba Dia Wamba (carte du Bas-Congo-Kinshasa), Zahidi Ngoma-Tambwe Mwamba (carte du Maniema-Kisangani)<sup>53</sup> Lunda Bululu (carte du Katanga Sud), Dr Ilunga (carte du Katanga Nord), Général Ilunga-Mende-Onusumba (carte du Kasai), Nyamwisi (carte Nande/Kondjo), Tibasima-Atsovo-Lubanga (carte Hema/Hima). En plus, cette guerre associée au RCD a permis aux deux armées et gouvernements de Kigali et de Kampala de se partager l'Est de la RDC où ils imposent une hégémonie (d'abord concertée, ensuite rivale) qui frise la re-colonisation, la périphérie sud, axe Uvira-Kalemie, étant soumise au contrôle rwando-burundais. Cependant, le Rwanda et l'Ouganda n'occupent que les villes, les points stratégiques de communication et les gisements miniers à l'exception de l'île Idjwi, de Kalehe, de Masisi, de

---

<sup>52</sup> Comme le dit si bien mwami Pierre Ndatabaya de Ngweshe, on voit mal comment les alliés congolais locaux de Kinshasa que le gouvernement de Joseph Kabila a choisis d'aider peuvent, sans une armée nationale comme fer de lance de l'offensive contre l'occupation étrangère, « l'emporter sur une armée telle que celle du Rwanda ou du Burundi qui disposent de troupes aguerries, d'équipement et de machines de guerre très sophistiquées », *Après la nuit vient le jour*, Bukavu, le 1<sup>er</sup> mars 2003.

<sup>53</sup> En plus de cette dimension, il faut faire remarquer que se profilaient derrière ces deux leaders du Kivu respectivement la France ou les francophiles et les mobutistes du clan Kengo que l'on qualifie de réformateurs (point de vue fort discutable), WILLAME, J.C., *L'Odyssée Kabila*. Paris, Editions Karthala, 1997, p.79.

Nyiragongo et de Rutshuru qui sont contrôlés entièrement ou à plus de 50%. Partout ailleurs ou la grande partie de l'arrière-pays est la jungle où des factions mayi mayi (plus de quinze), tantôt alliées, tantôt rivales, s'efforcent d'imposer des mini-administrations en s'appuyant sur des structures coutumières et de contrôler les circuits économiques à l'instar des autres grands seigneurs de guerre (Bemba et Nyamwisi)<sup>54</sup>.

Les leaders des trois pays voisins de la RDC ont introduit de nouveaux mécanismes de contrôle de l'administration et de l'économie dans leurs zones d'occupation respectives de sorte que le Kivu est, à l'instar du pays, « *militairement et administrativement balkanisé* ». On peut parler de la redistribution des cartes politiques dont la formation des axes Goma/Bukavu-Kigali, Mbandaka-Beni/Butembo-Kampala et Uvira/Kalemie-Bujumbura étaient l'épicentre. L'évolution interne à l'intérieur de chacun de ces axes n'a fait que consommer la fin de la cohésion au sein du camp des tombeurs de Laurent-Désiré Kabila. Depuis décembre 1998, l'élément majeur intervenu dans l'administration provinciale est la désignation de deux vice-gouverneurs au lieu d'un seul auparavant; le premier est chargé de l'économie et des finances et le second de l'administration. Il faudrait y ajouter la signature, l'année suivante (1999), d'un protocole de jumelage entre les villes de Goma, de Bukavu et le Rwanda<sup>55</sup>; un tel nouveau cadre consacrait en fait la fluidité des frontières entre le Rwanda et la RDC et marquait, selon certains observateurs, le processus de l'annexion du Kivu dont le projet n'a pas encore été abandonné par le Rwanda et tous les lobbies extérieurs qui travaillent pour soutenir la politique rwandaise en RDC (partition du pays).

#### **4.2. Redistribution des cartes politiques et réajustement des stratégies**

Dans cette guerre, Kabila a eu à affronter les mobutistes, ses anciens alliés ougandais, rwandais, voire certains compagnons de lutte au sein de l'AFDL. Cette coalition anti-Kabila ne tarda pas, comme du temps de l'AFDL, à montrer ses faiblesses et ses limites. D'abord, les rivalités Museveni-Kagame montèrent d'un cran et envenimèrent les relations entre les deux pays. Cet éclatement de l'axe Kampala-Kigali entraîna celui de la direction du RCD: certains se rangèrent du côté de Museveni et d'autres du côté de Kagame. Il est difficile d'évaluer l'impact de la divergence de vue entre les Congolais et leurs alliés rwandais sur ce réalignement d'allégeances. En aucun instant, les points de vue des Congolais dans les deux camps n'ont jamais été évidents car les uns et les autres ont toujours servi de caisse de

<sup>54</sup> Déjà on parle du territoire du MLC (APA, n°820 du 14 février 2003, p.4), des administrations Nyamwisi et Padiri, etc.

<sup>55</sup> Communiqué conjoint sur le protocole de jumelage-coopération entre la province du Sud-Kivu et la Préfecture de la ville de Kigali, le 24 août 1999.

résonance soit de Kigali soit de Kampala. La scission du RCD en deux grandes ailes en janvier 1999, le RCD-Goma et le RCD-Kisangani, affaiblissait le front congolais face au double jeu de Kampala et Kigali; le RCD-Kisangani dut s'émietter au fil du temps avec la complicité de Museveni et céder place à plusieurs factions rivales meurtrières. Ensuite, les deux parrains de Kabila, Museveni et Kagame, se partagèrent des zones d'influence dans l'Est du Congo, où ils font prévaloir leurs ambitions hégémoniques jusque à aujourd'hui. Mais le Rwanda a toujours empiété sur la zone d'occupation ougandaise comme en témoignent les affrontements meurtriers à Kisangani (2000) et dans certaines localités d'Ituri (2002). La nouvelle configuration administrative qui en résultait (la ligne de démarcation de fait se situait à Kanyabayonga, tout juste après la Rwindi) rappelle celle mise en place par l'administration coloniale qui avait, jusque vers les années cinquante, rattaché Lubero et Beni à la Province Orientale<sup>56</sup>.

#### **4.2.1. *Situation en zone d'occupation rwandaise***

Elle comprend les territoires de Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Walikale au Nord-Kivu, d'Idjwi, de Kalehe, de Kabare, de Walungu et de Shabunda (Uvira étant davantage soumis au contrôle burundais) au Sud-Kivu. La soumission violente du Nord-Kivu ayant été pratiquement achevée, le gros problème à gérer était la radicalisation de la résistance à l'occupation. C'est à Bukavu et au Sud-Kivu qu'elle fut la plus visible et la plus forte. Elle appela aussi une réaction plus énergique de la part du Rwanda; celui-ci abandonna la politique de compromis qui avait été appliquée jusque là et adopta une ligne plus dure. C'est pourquoi l'ampleur des violations des droits de l'homme a inversé les tendances devenant plus dramatique au Sud-Kivu qu'au Nord-Kivu<sup>57</sup>. En plus des expéditions militaires fréquentes, ce sont les milices du RCD formées par le département de l'administration du territoire en collaboration avec les gouvernorats (Bashengezi pour le Sud-Kivu,

---

<sup>56</sup> Ceci est vrai aussi sur le plan économique. Le programme de la reconversion économique envisagé en 1954 pour la province du Kivu ne concernait pas ces deux territoires car la limite nord de la zone ciblée était justement les pieds de Kanyabayonga.

<sup>57</sup> Les organisations des droits de l'homme ont été constantes dans leur lutte et parfois tolérées au Sud-Kivu contrairement au Nord-Kivu où elles furent muselées assez tôt (beaucoup d'autres étaient et sont restées à la solde du Rwanda), forçant les acteurs, survivants de la répression et les plus courageux, à prendre le chemin de l'exil. L'ampleur des massacres au Sud-Kivu après août 1998 (MIGABO, K.J., *Génocide au Congo?* Bruxelles, Broederlijk Delen, 2002) se doublait du recours fréquent à des déportations dont les plus connues ont eu lieu en 1999, celles de nos collègues de l'ISP-Bukavu, Gervais Cirhalwirwa Nkunzimwami, Paulin Bapolisi Bamuhuga et Aloys Muzaliya Wakebwa, Mme Régime Mutijima Bazalake (tous membres de la société civile du Sud-Kivu) et Mgr l'Archévêque de Bukavu, Emmanuel Kataliko qui finit par en périr.

Kanyamuhanga et Serufuri pour le Nord-Kivu) qui assumèrent le rôle de la police et de la sécurité militaire. Le nombre de ces milices, appelées forces d'autodéfense (l'équivalent des « *local defense forces* » au Rwanda) sont en réalité des noyaux d'armées locales à caractère fortement ethnique; les effectifs de chacune d'entre elles répondent aux impératifs du moment et aux enjeux de demain. Car tout le monde a compris que la force militaire, seul facteur de sécurité en l'absence de l'Etat, sera l'instrument de l'équilibre des forces demain plus qu'hier. C'est dans ce cadre qu'il faut situer le plan de Kigali derrière Serufuri (manipulation des Hutu au nom du groupe dit « *Banyarwanda* » en vue de renforcer la position des Tutsi et, en même temps, dresser les Hutu contre d'autres Congolais) et la montée des tensions entre les Nande (hier alliés des Tutsi dans l'AFDL) et des Hutu (aujourd'hui alliés des Tutsi dans le RCD) à Goma au cours de ces six derniers mois<sup>58</sup>. Bien que le Père Aloys Tegera utilise un style moins virulent que Me Fataki Luhindi (voir note 57), il n'éclabousse pas moins le gouverneur Serufuri et ne vise pas moins à dresser les Hutu contre les autres communautés du Nord-Kivu. En effet, il s'évertue à démontrer que ce dernier est, à la tête d'une armée de Hutu (le Prof. René Lemarchand les appelle déjà les « *phalanges hutu* »)<sup>59</sup>, omnipotent (détenteur d'un « *pouvoir dans un pouvoir* ») sans indiquer la marge de manoeuvres que ce civil infirmier (Serufuri) a par rapport à l'APR dont il est la création et l'instrument; seul le nombre des Hutu qui seraient en armes (20 à 40 milles selon le prélat) est mise en avant<sup>60</sup>. Est significatif, cependant, le mépris qu'il affiche vis-à-vis de ces combattants

<sup>58</sup> Le signe annonciateur de la nature des enjeux post-occupation ougando-rwando-burundaise est donc le retour des rivalités d'avant la guerre AFDL au Kivu que le Père Augustin Bagenzi discute dans une note intitulée "Après le guerre du Congo, la guerre du Kivu. L'autre son de la cloche" (Kinshasa, le 16 octobre 2002) et que la lettre ouverte adressée aux autorités du RCD en s'en prenant au gouverneur Serufuri (Hutu du Bwisha/Rutshuru) et aux acteurs visibles et invisibles derrière et à côté de lui (Alerte-SOS-Risque génocide, Goma, le 10 décembre 2002) par Me Luhindi Fataki (un Nande) met clairement en évidence (<http://www.cenco.cd/alertegenocide.html>; "Arrestation à Goma de Me Luhindi Fataki", <http://www.lepotentiel.com/xd332714.htm>). Sans refuter le bien fondé de ses inquiétudes, nous pensons que le contenu et la forme de la dite lettre ne sont pas sans rappeler le combat que mène Léonard Kambere Muhindo à travers ses écrits parmi lesquels on peut citer *Après les Banyamulenge, voici les Banyabwisha au Kivu* (Kinshasa: Editions Yira, 1999). Mais, ce qui est bizarre dans ce contexte nouveau, c'est que le retour en force des rivalités Hutu-Nande et/ou « *Banyarwanda* » et non-« *Banyarwanda* » au Kivu s'accompagne par le renforcement de la collusion entre Kigali avec le groupe Serufuri dans ce qui est appelé la lutte contre les « *Interahamwe* » (ce qui rappellerait l'un des aspects de l'alliance APR-Mudundu 40 à Bukavu) au moment où les autres Congolais parlent de la création de faux « *Interahamwe* », voire de « *faux Mayi Mayi* » par le Rwanda.

<sup>59</sup> LEMARCHAND R., "L'implication des pays voisins dans l'est du Congo et l'attitude internationale par rapport au processus de paix en RDC et dans la région." Conférence du Réseau Européen Congo (REC), Bruxelles, le 31 mars 2003.

<sup>60</sup> TEGERA A., Nord-Kivu: une rébellion dans une rébellion ? Goma, mars 2003.

hutu (formés, toujours selon lui, à Mushaki par l'APR) en les qualifiant de « *différentes promotions sorties de cette Académie de fortune* ». Ce système de contrôle par l'auto-défense locale, introduit au lendemain de la signature des accords de Lusaka en juillet 1999, venait renforcer la politique des « *nyumba kumi* » (unités administratives et de sécurité locales (cellules) organisées autour d'un groupe de dix maisons et importées de la Tanzanie et de l'Ouganda via le Rwanda) qui était appliquée depuis le début. Ce système repose aussi sur une formation idéologique régulière (campagnes d'endoctrinement à travers des sessions de formation organisées soit au Rwanda, soit à Goma et à Bukavu, soit à l'intérieur des deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, notamment dans le Masisi<sup>61</sup>). L'émergence des armées ethniques et locales (milices RCD, Tutsi Banyamulenge et Mayi Mayi combinées) constituent une épine supplémentaire dans le retour à la paix. La raison est simple: il sera difficile de rallier le nombre élevé des actuels chefs de guerre et de clan et les trois grands espaces bien identifiés, espace Fizi-Uvira<sup>62</sup>-Walungu-Kabare (acteurs clés: les Bembe, les Tutsi Banyamulenge et les Shi), l'espace Lubero-Beni (seuls acteurs: les Nande) et, l'espace médian (Kalehe-Masisi-Rutshuru-Walikale) qui représenterait ce que Zbigniew Brzezinski appellerait « *un trou noir* » et où seul Kigali est le maître de jeu. En plus, la restructuration du pouvoir local se matérialisa en 1999 par la création d'un nouveau territoire, celui de Minembwe suite à l'amputation des territoires de Fizi, Mwenga et d'Uvira.<sup>63</sup> Celle-ci était bien accueillie par les Banyamulenge qui réclamaient une entité administrative autonome qu'ils dirigeraient, et fort critiquée par les communautés Fulero, Vira et Bembe voisines qui étaient placées devant un fait accompli. Les Tembo qui sont à cheval sur trois territoires (Kalehe, Masisi et Walikale) et qui ont toujours réclamé, même pendant les travaux de la CNS, un territoire autonome n'ont pas pu bénéficier de ces largesses de l'APR/RCD. Ce qui signifierait que la

---

<sup>61</sup> Ce programme en cours et dans lequel sont fortement impliqués le diocèse catholique de Goma, des organisations du genre Pole Institute et CREDAP et le groupe Serufuri mis en place plus tard (dès 2001) viserait officiellement à réconcilier les Hutu et les Tutsi à travers les oeuvres de développement, mais en réalité à permettre à des riches Tutsi de mettre la main sur ce qui échappe aujourd'hui à leur contrôle, à savoir la terre par la reprise de leurs anciennes concessions et surtout l'achat massif des terrains des paysans clochardisés par 10 ans de guerre (1993-2003) et/ou la récupération des terres des propriétaires tués (ce sont essentiellement tous les grands commerçants-éleveurs et la plupart des grands chefs de famille éleveurs hutu de Masisi, Rutshuru et Kalehe) dans la guerre de l'AFDL et dont les membres restants sont soit appauvris à l'extrême et réduits au silence ou ont pris le chemin de l'exil.

<sup>62</sup> Les enjeux politiques à Uvira et sur l'axe Kamanyola-Uvira-Fizi sont étroitement liés à la fois à ceux de Bujumbura et ceux de Kigali. C'est pourquoi, certains observateurs voient dans la consolidation militaire du groupe Masunzu dans ce rayon avant tout comme un cordon de sécurité pour le régime tutsi de Bujumbura.

<sup>63</sup> Elle fut créée le 16 septembre 1996 par Joseph Mudumbi alors ministre RCD chargé de l'administration du territoire, BULAMBO K.A., *op. cit.*, annexes 3 et 4, pp.164-169.

création du territoire de Minembwe visait à satisfaire les revendications des Banyamulenge et ne s'inscrivait pas dans un programme global de réformes qui rencontrait les aspirations et l'adhésion de l'ensemble des populations de la province. Dans le Masisi, un élément nouveau est que, tout en maintenant un Tutsi à la tête du territoire, tous les chefs coutumiers hunde ou leurs proches qui ont la bénédiction de Kigali ont été reconduits ou nouvellement placés à la tête des chefferies avec l'obligation de s'entourer de Hutu et Tutsi. De cette manière, ils sont pris en otage et n'exercent qu'une autorité nominale et sans aucune référence à la coutume comme par le passé. C'est le même jeu de juillet 1993-1996 (campagne de pacification sous Moto Mupenda) qui est repris avec quelques retouches. Dans Rutshuru, par contre, non seulement le commissaire du territoire est resté tutsi, mais certains groupements cibles ont été confiés à des Tutsi au détriment des chefs hutu. Enfin, deux Assemblées provinciales (parlements locaux) ont été installées à Goma et à Bukavu tout comme une cour suprême de justice vient de voir le jour à Goma. Tous ces faits sont des signes qui ne trompent pas quant aux visées du Rwanda sur le Kivu.

Contrairement aux temps de l'AFDL, Nande et Hutu furent cooptés et intégrés dans l'équipe dirigeante du RCD: Assemblée, Conseil politique ou directeur, Comité exécutif et Administration provinciale du RCD (Nyamwisi Mbusa, Kambale Bahekwa, Théophile Mpabuka, Oswald Mukingi, Bahizi...). Dès que Wamba Dia Wamba, Lunda Bululu et Nyamwisi Mbusa, respectivement Président du Conseil politique ou directeur, Coordonnateur du Comité exécutif et Président du Bureau de l'Assemblée du RCD entrèrent en dissidence ou en furent chassés<sup>64</sup>, certains Nande entrèrent dans la mouvance ougandaise à travers le RCD-Kisangani alors que d'autres restaient ou entraient dans la mouvance rwandaise à travers le RCD-Goma. Dans un élan plus rassembleur des groupes ethniques à Goma, le régime rwandais mit tout en oeuvre pour se rallier le plus possible les Hutu qui passèrent petit à petit pour alliés incontournables dans les nouveaux enjeux politiques et les perspectives de l'ordre post-conflit. Le slogan de « *bene mugab'umwe* », choisi pour rallier Hutu et Tutsi dans la politique de Kigali au Nord-Kivu, est le fondement de la nouvelle idéologie dominante (celle qui s'est substituée à l'idéologie de libération) tissée autour de trois mots clés, à savoir l'anti-ethnisme, la paix et le développement. Toutefois un tract qui circule depuis le 1<sup>er</sup> février 2000 et dans lequel les Hutu et Tutsi sont appelés à ne pas lâcher

---

<sup>64</sup> Ce point de vue officiel du RCD est relayé par le *Soft International* en ces termes: « La purge du RCD a en effet mis hors jeu les deux têtes qui s'entretenaient au point de bloquer le mouvement... Le Dr Bizima Karaha a mis tout son poids dans la réforme de l'appareil insurrectionnel », *Le Soft International*, n°758 du 10 juillet 1999, p.7.

prise sur le « *umuheto* »<sup>65</sup> prouve clairement que le militarisme reste le pilier de cette nouvelle idéologie. En tout cas, il ressort des informations de plus en plus crédibles, qu'à Bukavu comme à Goma, le Rwanda est en train de mener une nouvelle politique essentiellement centrée sur des individus bien choisis au sein des trois communautés tutsi, shi, et hutu. Ce dessein politique semble se poursuivre sous l'œil vigilant de celui qu'on appelle désormais « *Monsieur Congo* », Patrick Mazimpaka.

La création du « *Congo Desk* » à l'Etat-Major de l'APR plaçait les activités économiques et principalement le trafic des minerais et des produits agricoles sous le contrôle direct de l'APR ou de James Kabarebe (ancien chef d'état-major des FAC). Ce fut la mise en place des réseaux de trafic qui menaient les trafiquants rwandais en quête des minerais et des produits divers de Kigali-Goma jusque à Kindu (Maniema), Beni (Nord-Kivu), Lubutu, Kisangani, Isiro, Buta, Banalia et Bunia (Province Orientale). Ce trafic entraîna la prolifération des sociétés de transport aérien privées (certaines sont pilotées ou protégées par des militaires rwandais) et des comptoirs à Kampala, Kigali, Bujumbura, Goma, Bukavu, Kisangani, Bunia et, parfois, à l'intérieur loin de grandes villes en territoires occupés<sup>66</sup>. Comme le groupe d'experts de l'ONU sur le pillage des ressources en RDC le stigmatise clairement: « *Le Bureau Congo oeuvre au Congo comme une superstructure maffieuse contrôlant les recettes fiscales et les réseaux commerciaux et couvrant des réseaux de faux monnayeurs en dollars, en francs congolais et en nouveaux zaïres, fausses monnaies injectées au Congo pour déstabiliser le gouvernement en affaiblissant la monnaie* ». L'administration et tous les services de sécurité furent mis à contribution pour la rentabilisation de ce trafic qui s'est transformé en véritable mafia où sont impliqués plusieurs acteurs locaux, rwandais et internationaux d'origine sud-africaine, américaine, belge, russe, etc. Le fameux film *Mishiki, le roi du coltan* est la preuve éclatante du cynisme et de la dérive prédatrice que ces opérations ont entraînés. En plus de ce trésor minier dont l'exploitation et le trafic étaient devenus leur monopole, le Rwanda et le RCD-Goma se partageaient toutes les recettes fiscales des territoires qu'ils administraient: 1,5 million USD par mois dont les trois entreprises pourvoyeuses étaient l'Office des Douanes et

---

<sup>65</sup> *Kanyarwanda*, Goma le 1er février 2000. Ce tract était diffusé au moment où deux Hutu qui se disaient Président et Vice-président de la communauté Hutu de Goma, respectivement Ruyange (fut tué plus tard pour refus de s'impliquer dans le jeu de Kigali) et Ndibeshe, envoyaient une lettre aux Hutu de l'étranger pour les persuader à s'inscrire dans cette nouvelle stratégie de Kigali.

<sup>66</sup> ZOKA F. et al., *La guerre du Congo à Kisangani et les droits de l'homme*, Kisangani, le 2 septembre 1999, pp.8-10. D'autres font état de la rotation des vols d'avions des gisements miniers, des aéroports de la SOMINKI (avec à bord des officiers de l'APR et parfois des blancs) vers le Rwanda, *Nouvelles du Kivu: Activités d'exploitation minière à Walikale, Nord-Kivu*, 29 avril 2000.

Accises (OFIDA), le plus grand générateur des recettes, qui les tire des collectes des taxes prélevées sur les produits importés et exportés dans les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, du Nord-Katanga et de la ville de Kisangani (Nord-est), la Direction générale des Contributions (DGC) qui assure le recouvrement des impôts directs et indirects et la Direction générale des Recettes administratives judiciaires, domaniales et de participation (DGRAD) qui a la perception des droits, des taxes et redevances dus à l'Etat par les entreprises dont il est propriétaire ou principal actionnaire<sup>67</sup>.

#### 4.2.2. *Situation en zone d'occupation ougandaise*

L'Ouganda a renforcé sa mainmise sur Butembo-Beni et l'ensemble de la Province Orientale même si, en certains endroits comme à Kisangani, le Rwanda a continué à y opérer jusqu'à la guerre de Kisangani qui s'est soldée par l'échec de l'Ouganda et son expulsion de cette ville au profit de Kigali. La politique de diviser pour régner semble avoir prévalu si l'on voit la réduction de l'aile Wamba Dia Wamba à sa plus petite expression, la montée en puissance de ses anciens lieutenants à la tête des groupes autonomes et la recrudescence des violences inter-ethniques entre les Lendu et les Hema avec la complicité non dissimulée de l'armée ougandaise (UPDR). Il semble que « *l'Ouganda (qui) fait et défait les seigneurs de guerre congolais met à leur disposition des troupes susceptibles de contrôler les petites républiques bananières qu'ils contrôlent* »<sup>68</sup>. C'est pourquoi, la Province Orientale fut secouée par les conflits entre les factions suivantes: Wamba Dia Wamba (RCD-Kisangani) versus Antipas Nyamwisi Mbusa<sup>69</sup> (RCD/KML) versus Jean-Pierre Bemba (MLC), John Tibasima Atenti versus Ernest Wamba Dia Wamba, Nyamwisi Mbusa versus Jean-Pierre Bemba, Nyamwisi Mbusa versus Roger Lumbala (RCD/N), Nyamwisi Mbusa versus Thomas Lubanga (UPC), Lubanga versus Kawa (FIPI). Au moment où Kisangani est devenu au fil des jours un lieu d'affrontements entre l'Ouganda et le Rwanda, l'Ituri fut placé entre les mains des Hema. Cette politique s'est concrétisée depuis la désignation de Mme Adèle Atsovo en 1999 comme gouverneur de la Province Orientale et s'est consolidée avec l'appui militaire et politique que Kampala accorde aux Hema dans leur guerre avec les Lendu et plus

<sup>67</sup> Ces données sont fournies par le jésuite Loïc Mben qui cite lui-même *L'Agence France Presse* du 29 août 2001. Toutes ces entreprises, ajoute le jésuite, sont coupées de leur siège de Kinshasa depuis le début de la guerre en 1998.

<sup>68</sup> <http://www.digitalcongo.net/fullstory.php?id:18462>.

<sup>69</sup> Selon un journaliste du journal *Le Potentiel* qui a signé des initiales B.K. « Nyamwisi va jouer sur la fibre identitaire pour évincer le vieux professeur Wamba dia Wamba de la tête du mouvement (RCD-Kisangani). Il s'autoproclame président du RCD/Mouvement de libération, la nouvelle dénomination du RCD/Kisangani », <http://www.lepotentiel.com/xd182714.htm>

récemment contre les Nande (Nyamwisi versus Lubanga)<sup>70</sup>. Les autorités avaient été nommées par l'Ouganda ou par le général Kazini, qui serait ethniquement proche de Nyamwisi<sup>71</sup>. Bunia, chef-lieu du district de l'Ituri, est devenue la principale ville-relais de l'Ouganda en RDC et a rivalisé avec Kisangani comme plaque tournante de la nouvelle administration extravertie et des opérations économiques dans la zone sous contrôle ougandais.

En dehors de l'Ituri, c'est la région (ou les contreforts) du Ruwenzori (Beni) qui constitue le bastion de la présence ougandaise. Les militaires ougandais y sont depuis plus de douze ans. Lorsqu'on parlait du retrait des troupes ougandaises de la RDC en septembre-octobre 2002, l'Ouganda a maintenu des troupes sur place en même temps que la communauté internationale l'autorisait à maintenir des contingents à Bunia sous prétexte d'empêcher les violences ethniques alors qu'il en est le principal instigateur. Dans l'Ituri et dans la région du Ruwenzori, les intérêts économiques et politiques sont considérables. Ce sont les Nyamwisi, Moses Kasereka, Atsovo, Tibasima, Lumbala, Lubanga, Kawa qui ont toujours agi sous les injonctions de Kampala ou du général Kazini, de Salim Saleh et du propre fils de Museveni. Tout comme le Rwanda manipule le génocide et la question des *Interahamwe*, l'Ouganda se sert essentiellement des Hema et Hima tout en jouant sur le groupe Kondjo (Nande de l'Ouganda) pour pérenniser sa présence en RDC. C'est dans ce même ordre d'idées que l'Ouganda serait en train d'appuyer l'occupation du Parc national des Virunga par les Hima<sup>72</sup> comme le Rwanda l'a fait avec les Banyavura (Tutsi de Moba) dans la plaine de la Ruzizi, Sud-Kivu et les Tutsi rwandais dans le Masisi sous le couvert du rapatriement forcé des Tutsi réfugiés au Rwanda<sup>73</sup>.

---

<sup>70</sup> Si certains voient dans cet affrontement l'effet de la résistance locale à l'expansionnisme et à l'hégémonie nande dans cette partie de la Province Orientale, d'autres limitent leur perception à l'antagonisme qui, depuis l'accord de Prétoria, met aux prises une faction qui serait alliée de Kinshasa (le RCD/ML) et l'autre qui serait opposée aux autorités de Kinshasa (l'UPC). On pourrait dire que la donne politique post-Prétoria a réveillé les enjeux locaux habituels.

<sup>71</sup> Marie-France Cros dit que Kampala avait changé de poulain en juin 2001 en ré-installant Mbusa Nyamwisi au pouvoir dans l'est de la province orientale (Ituri) pour deux raisons: d'abord, celui-ci laissait une grande part des revenus de la région (douanes, diamants, or, bois) aux officiers ougandais qui y sont en poste; ensuite, le choix de Mbusa s'est fait sous l'influence des généraux Salim Saleh, frère cadet du président Museveni, et James Kazini, très proche du précédent; "Congo-Kinshasa: Kabila marque des points", *La Libre Belgique* du 9 janvier 2002. Les choses changèrent dès que Nyamwisi fut contraint par la tournure des événements ultérieurs à se rallier à Kinshasa. Cet réalignement sur Kinshasa n'a pas empêché Nyamwisi, selon certains observateurs, de maintenir des liens privilégiés avec Kampala qui continuerait à lui fournir des armes. Si tel est le cas, alors Nyamwisi joue un jeu ambigu dans la crise de Beni-Ituri.

<sup>72</sup> KALWE A. et KAMBERE K.G., Réponse du GADHOP/Beni-Lubero au sujet de la MONUC/retrait des troupes, Butembo, le 17 octobre 2002, p.2.

<sup>73</sup> Colette Braeckman décrit ce phénomène comme une politique d'implantation des colonies, *Le Soir* du 5 juillet 2002. Certains originaires du Nord-Kivu renchérissent en déclarant que:

### 4.3. Perspectives de paix et administration en territoires occupés

Des accords de paix ont été signés depuis juillet 1999. Le dernier en date est l'accord dit inclusif et global (Prétoria, 17 décembre 2002). Cet accord politique, bien accueilli par les uns et fort critiqué par les autres, va bouleverser les données sur le terrain, une fois appliqué. En attendant cette application, les risques de dérapages sont très grands. Sur ce point précis et au stade actuel, il y a deux questions qui retiennent l'attention de tous.

La première question a trait à l'efficacité du schéma 1+4 (un Président et quatre Vice-Présidents) adopté pour consacrer le partage de pouvoir en cette période de profonde crise. L'équipe de rédaction de *l'Observatoire de l'Afrique centrale* présage, comme beaucoup d'autres analystes, son inefficacité. Elle y voit d'avance un germe de conflits: « *Peut-on imaginer une cohabitation harmonieuse entre cinq personnalités appelées à siéger régulièrement au sein d'une même institution et ne partageant certainement pas la même philosophie politique sans que cela aboutisse à des crises et des conflits?* »<sup>74</sup>. Roger Nkema Liloo est allé plus loin en proposant

---

« ...quant aux réfugiés qui auraient fui en 1993 les hostilités dans le Masisi, au delà de la controverse juridique dont souffre leur statut Congolais, il est curieux d'apprendre que leur nombre s'élèverait à 260.000 personnes alors que les statistiques à leur traversée faisaient état d'un chiffre ne dépassant pas 8.500 personnes. A moins que leur croissance n'ait été soumise à une progression géométrique, le chiffre de 260.000 personnes dénote d'une obsession pour le régime de Kigali d'occuper perpétuellement l'Est du Congo en général et le territoire de Masisi en particulier... Depuis 1996 (avec l'arrivée de l'AFDL), la partie dont se prévalent les présumés réfugiés congolais résidant au Rwanda est contrôlée et exploitée par les Rwandais. Il est aujourd'hui difficile d'expliquer pourquoi ils ont choisi de rester au Rwanda tout ce temps alors qu'il y a plein de camps des déplacés à l'intérieur de la province du Nord-Kivu hébergeant les populations qui fuyaient des localités à haut risque. Par ailleurs, force est de souligner que ces présumés réfugiés congolais prérappelés franchissent régulièrement la frontière du Congo en tenues militaires pour aller commettre leurs forfaits dans le Masisi, Rutshuru et Walikale. Comment pouvez-vous alors expliquer que des personnes craignant des persécutions subissent une formation militaire au lieu de recevoir le seul asile? », *Mémoire des Forces Vives du Nord-Kivu sur la confusion entretenue autour de la prétendue présence des réfugiés congolais au Rwanda* à l'intention du Haut Commissaire aux réfugiés à Genève, Goma, le 23 mars 2002, p.1.

<sup>74</sup> <http://www.obsac.com/OBSV5N44-ConditionsMLCO311.html>. Cette vue rencontre celle du Vicaire général de l'archidiocèse de Bukavu, Mgr François Xavier Maroy, qui écrit: « Au Congo, dans les territoires occupés, l'Etat est aujourd'hui absent et nous avons l'impression que par cette formule on voudrait nous demander de le reconstituer en le dissolvant. Ce qui serait absurde. Par contre, nous pensons que pour une véritable paix, il faudrait plutôt un pouvoir fort du Chef de l'Etat pour garantir l'unité et la souveraineté nationales », « La RDC à l'heure de l'accord inclusif et du retrait des troupes d'agression », Bukavu, le 03 septembre 2002), *Karibu*, n°47, octobre 2002, p.12. Si le bicéphalisme au niveau de l'Exécutif a paralysé le pays en 1960 (Kasa-Vubu versus Lumumba), en 1965 (Kasa-Vubu versus Tshombe) et en 1992-1993 (Mobutu versus Tshisekedi), on peut aisément imaginer ce que sera cet Exécutif à 5 têtes envisagé.

même un correctif à cet accord qu'il juge, comme beaucoup de Congolais, comme un piège dangereux: « *renoncer au partage (équitable et équilibré) des espaces de pouvoir comme s'il s'agissait d'un butin de guerre, rejeter la monstrueuse formule-piège 1+4 qui compromet l'unicité du pouvoir de l'Etat, affirmer l'option de restaurer l'Etat en s'engageant à mettre en place ses institutions classiques (un président de la république qui incarne la Nation, un gouvernement d'union nationale coordonné par un premier ministre, et un parlement authentique dont les députés seront désignés par les circonscriptions locales au lieu de constituer une chambre de résonance et de clientélisme, assujettie aux belligérants)* »<sup>75</sup>. Cet ambassadeur congolais conclut par ces mots: « *Nous croyons que l'intégration dans le plan de Prétoria de ces suggestions pourra créer la dynamique qui ferait échec à une conspiration encore diffuse contre l'unité de notre pays; elle pourrait susciter la cohésion nationale et mobiliser l'adhésion populaire, paramètres essentiels mais cruellement absents au processus de paix engagé. Leur apparition brisera la mécanique d'une insidieuse manipulation sur les Congolais poussés à planter eux-mêmes le décor d'une implosion annoncée* ». Un discours dépassé, serait-on tenté de dire, vu que l'accord décrié a été déjà signé (sous pression faut-il le préciser)<sup>76</sup>. N'empêche que cette analyse reste pertinente par rapport aux grands enjeux de la guerre que sont l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Etat.

La deuxième question concerne l'évolution de la situation sur le terrain au Kivu après la signature de l'accord de Prétoria. L'inquiétude exprimée par Hamuli Kabarhuza en octobre 2002 (cf. note n°2) était suscitée par l'imbroglio qui caractérisait le développement des événements au Kivu. Le déclic d'un tel imbroglio était sans doute l'annonce du « retrait des troupes rwandaises » et le regain de la guerre qui s'en est suivie à Uvira. Mais les tensions qui sont devenues de plus en plus vives entre les Mayi Mayi de Padiri et les éléments de l'APR/RCD-Goma dans le territoire de Kalehe (point de jonction entre les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu) ne font que renforcer cette inquiétude. Bukavu et son hinterland (Kabare et Walungu), placés entre les mains d'un homme condamné à Kinshasa dans l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila et, par surcroît, l'oncle paternel du commandant Masasu (Xavier Chiribanya Chirimwami), sont dominés par deux groupes aux visions opposées: celui qui tient à collaborer à tout prix avec le régime de Kigali et celui qui s'y oppose farouchement et avec grande détermination. C'est ce dernier groupe que le nouveau gouverneur entend combattre. On a une nette impression que tout le Sud-Kivu (coeur même de la

---

<sup>75</sup> NKEMA L.R., "Une vaste conspiration contre l'unité de la RDC", <http://www.lepotentiel.com/xd142745.htm>.

<sup>76</sup> BRAECKMAN C., "Congo: L'accord conclu à Prétoria vacille, malgré les efforts", *Le Soir* du 31 janvier 2003.

résistance à l'occupation étrangère) évolue vers une guerre généralisée. Par contre, la grande partie du Nord-Kivu (Goma et son hinterland) connaît un calme apparent parce que l'emprise rwandaise y est une réalité et ne souffre d'aucune remise en cause. Dans les deux cas, la politique de Kigali est la même: renforcer les positions militaires un peu partout et placer de nouvelles figures à la tête de l'administration locale. Si ce phénomène touche plus les collaborateurs Congolais, il n'a pas épargné les Tutsi dont la stabilité aux postes de commandement était restée une constante depuis novembre 1996. C'est dans ce contexte que Léonard Kanyamuhanga, Kamanzi Rusengo et Stanislas Kananura Ngyiwabo pour le Nord-Kivu, Benjamin Serukiza et Thadée Mutware pour le Sud-Kivu, par exemple, ont été virés récemment. Quant aux territoires de Lubero et Beni, fiefs de Nyamwisi Mbusa, ils sont pris dans l'engrenage de la guerre dite de l'Ituri et oscillent entre la mouvance de Kampala (avant Sun City) et celle de Kinshasa (après Sun City): « *En effet, ce dernier (le chef du RCD/ML, Nyamwisi Mbusa) depuis la fin chaotique du dialogue inter-congolais de Sun City s'est rallié au gouvernement de Kinshasa: faisant donc passer son territoire sous le contrôle des FAC... La présence d'un nombre significatif de militaires des FAC à Beni et à Butembo, ne fait que confirmer la menace perçue, non seulement par les trois acteurs que nous venons de mentionner (Rwanda, Ouganda et RCD-Goma), mais également par le MLC, le RCD-N et l'UPC. Ce qui fait beaucoup de monde dans le petit jeu qui se joue dans le nord-est* »<sup>77</sup>. Ces évolutions contrastées à l'intérieur du Kivu, l'épine dans la crise congolaise, affectent inévitablement l'ordre politique et administratif mis en place dans la dynamique de la guerre de 1998. Aujourd'hui, ce qui est en jeu, est soit l'ordre post-guerre où le Rwanda tient à continuer à mener le jeu, soit la création des conditions qui rendent l'application de l'accord de Prétoria impossible et conduisent à l'implosion du pays. Ce qui est, en plus, grave dans la nouvelle donne politique post-Prétoria, est que les violons ne s'accordent pas entre certains Congolais de l'Ouest et ceux de l'Est qui, hier, se déchiraient à propos de la question de l'opportunité du dialogue inter-congolais avant le retrait des troupes étrangères du territoire congolais. C'est pourquoi, à notre avis, le titre que Jean-Marie Mabiti avait choisi pour décrire l'esprit qui animait les Congolais pendant la guerre de l'AFDL, *Guerre à l'Est, guéguerre politique à l'Ouest*<sup>78</sup>, reste d'actualité; certains Congolais non-kivutiens sont intéressés par la prise du pouvoir à Kinshasa hinc et nunc, point à la ligne. Le sort des territoires occupés de l'Est et ce qui s'y passe sous la double occupation rwando-ougandaise les intéressent très peu. Le renforcement de la collusion APR-Tshisekedi/UDPS, le RCD/Goma-Katete Katoto et Kisombe dont

<sup>77</sup> OBSAC, vol. 6, n°7 du 10 au 16 février 2003.

<sup>78</sup> *Afrique Events*, n°30, janvier-février 1997, pp.5-8.

certaines journaux de Kinshasa (*L'Avenir* et *Le Potentiel*) font état ces derniers temps devrait être placé dans ce cadre.

Du côté de la zone sous contrôle ougandais, la situation est encore plus confuse. Angelo Mobateli du journal *Le Potentiel* voit dans le développement des événements après Loanda dans l'Ituri et le reste de la zone de l'occupation ougandaise le résultat « *d'un schéma de chaos planifié de longue date* ». Ce point de vue est corroboré par les représentants du territoire de Walikale qui trouvent vicieuse la tentative de l'Ouganda de créer un autre front dans Walikale au moment où la tendance est à la paix. Ils faisaient allusion à la création, à Kampala le 02 octobre 2002 et avec la bénédiction de l'Ouganda, de l'Union des Mouvements Patriotiques Congolais (UMPC) qui regroupe le RCD-Congo (Tryphon Kin Kiey Mulumba), la CONEMADIC (Paulin Shebantu Kabulira Muhombo) et le CNRD (Gaston Kangele). Voici comment ils perçoivent cette nouvelle initiative ougandaise: « *Le schéma ici conviendrait d'être appelé iturisation de Walikale et Masisi. Il se concrétiserait par un appui militaire et politique soutenu par Kampala au groupe Kin Kiey Mulumba et Paulin Shetebo visant justement à briser toute tentative d'union entre les différents chefs mayi mayi présents dans le Masisi et Walikale. La thèse la plus avancée aujourd'hui serait d'opposer le général Padiri au reste des chefs mayi mayi, notamment colonel Akilimali, les commandants Jean-Marie Shekasikila, Jean-Pierre Kibonge et Ushidi* »<sup>79</sup>. Curieusement, c'est cette région que le Rwanda tient aussi à contrôler fermement en utilisant des hommes de main dont Willy Mishiki<sup>80</sup> comme il le fait depuis quelques temps à Goma et à Bukavu. Va-t-elle être aussi un autre champ d'affrontement entre Kigali et Kampala? Pour le moment, il n'y pas de signes clairs qui permettent de l'infirmier ou de l'affirmer.

La politique de Kampala y est mise à mal par l'intervention directe du Rwanda qui y a déployé des militaires. Le retournement d'alliances militaires et politiques dans cette région (Lumbala et Goma-Kigali, Nyamwisi et Kinshasa, par exemple), la recrudescence des affrontements sanglants qui ont entraîné le retour de Bemba dans le borbier d'Ituri-Beni (et ce, dans l'ombre de Kadhafi) après en avoir été chassé auparavant par la coalition Nyamwisi-Lumbala-Lubanga, dont le divorce est aujourd'hui consommé, et la répartition de l'ancienne zone sous-contrôle ougandais en Province Orientale

---

<sup>79</sup> BUNAKIMA, Document adressé par la section Europe-Amérique à l'Association de base Bunakima, Nord-Kivu à Goma, et dont l'objet est Dénonciation du Plan d'Invasion Ougandaise de Walikale à travers le CODEMADIC de Paulin Shetebo et l'UMC de Kin Kiey Mulumba, octobre 2002, p.2.

<sup>80</sup> MUBAWA M.J., "Prise de conscience commune", <http://www.soprop.kabissa.org>, rubrique sujets divers.

entre différents chefs de guerre placent l'Ouganda dans une situation plus difficile à gérer que le Rwanda.

## 5. CONCLUSION

Parler de l'administration AFDL/RCD au Kivu paraîtrait contre-indiqué dans la mesure où tout ce qui a été mis en place comme structures et le choix de leurs animateurs répondaient aux dictats de Kigali et de Kampala ou mieux de leurs hommes forts (Kagame et Museveni) avec toutes leurs sibylles, en général des hauts officiers de leurs armées dont les chefs de file sont respectivement James Kabarebe et James Kazini. Les deux organisations militaro-politiques, l'AFDL et le RCD<sup>81</sup>, sont les couvertures de la présence du Rwanda et de l'Ouganda en RDC. Toutes les actions inscrites à l'actif ou au passif de cette présence relèvent des agendas de ces deux pays. L'enjeu majeur du Rwanda et de l'Ouganda était, dès le départ, de couper toute allégeance du Kivu vis-à-vis de Kinshasa et de renforcer ses liens de subordination avec eux. Le lien qui s'est rétabli entre mai 1997 et juillet 1998 n'a été qu'éphémère, voire apparent. Les deux pays voisins ont continué à imposer leurs lois sur un territoire qui, cependant, n'est pas continu. Comme en toute situation d'hégémonie, ils ont recouru aux méthodes fortes tout en s'efforçant de s'allier quelques forces locales sur base tantôt individuelle tantôt collective. Ce fait est visible dans les structures administratives et tout l'arsenal militaire et sécuritaire mis en place. Derrière les intérêts individuels (enrichissement rapide) du leadership politique et militaire ou des barons de Kigali et de Kampala et l'élimination des frontières politiques entre la RDC et ses voisins (Rwanda, Ouganda et Burundi), il y avait un enjeu subsidiaire: assurer l'hégémonie des « *Tutsi sans frontières* » d'un côté, Hema/Hima de l'autre côté. Tout ceci se profilait derrière le discours officiel sur la sécurité aux frontières. Ce double enjeu a inspiré les stratégies de contrôle d'espaces et des hommes, bref le système politique et administratif post-Mobutu au Kivu, sous les étiquettes AFDL et RCD.

Ce qui implique que l'administration que le Kivu connaît pendant les sept dernières années (1996-2003) est tout simplement le reflet d'un état de siège. Et comme en toute situation de siège, on voit ceux qui commettent les forfaits, agissent (les exécutants) et jamais ceux qui décident et le niveau auquel les décisions sont prises. Les autorités militaires, politico-administratives et coutumières qui animaient les structures de l'AFDL et du RCD pour le compte du Rwanda, de l'Ouganda et, dans une moindre mesure et de façon moins visible, le Burundi n'étaient que les simples exécutants. Si

---

<sup>81</sup> Le journal *Le Potentiel*, dans son édition n°2727 du lundi 20 janvier 2003, fait de ce dernier « *un cheval de Troie au pouvoir expansionniste rwandais* ».

on ne comprend pas, par exemple, les raisons qui ont milité, pour ne citer que les derniers, pour le choix des civils Bashengezi (octobre 1998), Mwendanga (juin 2002) et Chiribanya (janvier 2003), Kanyamuhanga (novembre 1996) et Serufuri (en 2001) comme gouverneurs respectivement du Sud-Kivu à Bukavu et du Nord-Kivu à Goma, il serait difficile de se faire une idée exacte sur ce que voulait et veut Kigali en recourant, respectivement et selon les circonstances du moment, à diverses cartes dans la phase RCD, celle de la consolidation de l'occupation rwandaise au Kivu: la carte Bashengezi (Shi de Kaziba) d'abord, la carte Mwendanga (Shi de Ngweshe) ensuite et la carte Chiribanya (Shi de Kabare) enfin au Sud-Kivu, l'élimination de Kanyamuhanga et son remplacement inattendu par Serufuri (tous deux Tutsi et Hutu de Rutshuru respectivement) ensuite. Une stratégie similaire est observable dans la région de Lubero-Beni-Ituri où l'Ouganda a décidé d'accorder, pendant longtemps, l'appui à Nyamwisi Mbusa (Nande) et à Thomas Lubanga et Roger Lumbala (Hema) au détriment de leurs rivaux qui avaient été placés au premier plan auparavant (Wamba Dia Wamba et Jean-Pierre Bemba). A la lumière des données que nous avons discutées ci-dessus, il y a lieu de conclure que plus le temps passait, plus le gouvernement central de Kinshasa a perdu le contrôle du Kivu et est menacé par le Rwanda à travers l'axe Kalemie-Lodja-Mbuji Mayi, et plus l'attachement affectif de beaucoup de Kivutiens vis-à-vis de Kinshasa s'érodait. Au début, les Tutsi étaient omniprésents et à l'avant-scène de tous les événements. Avec le temps, ce sont leurs collaborateurs qui sont venus au premier plan pour servir d'écran à la politique de Kigali et de Kampala et au raffermissement de la position rwandaise au Kivu, les Hutu au Nord-Kivu et les Shi au Sud-Kivu étant les plus courtisés ces derniers temps. L'administration, la sécurité (armée et/ou forces de la défense locale) et l'économie ont été, depuis le début, mises au service de cette politique qui, à la longue (Kigali a toujours compté sur le temps), tend à être payante dans certaines parties du Kivu. Car les contraintes de l'administration imposée par Kigali et les impératifs de la survie dans un contexte d'extrême pauvreté commandent tout.

Anvers, mars 2003